



CCI FRANCE
MADAGASCAR

L'ÉCO

de la semaine

12 juin - 18 juin 2021

Aviadev Africa – Les routes aériennes discutées à Antananarivo	3
Baie rose : la région Bongolava se fait une réputation	3
Infrastructures : Entre 10 et 20 Mw d'énergie solaire pour le Grand Sud	4
GiFi : Ouverture de l'enseigne française hier	4
Programme Padeve : trois métropoles en quête d'un nouveau souffle	4
Externalisation – Intelcia en position de leader de l'outsourcing	5
Prix de l'électricité – La péréquation tarifaire opérationnelle	5
OMNIS 45 ans : De fortes potentialités en pétrole et gaz, mises en avant	6
Fonds pour la résilience: faciliter la prise de responsabilité des citoyens	6
Chambre haute : Ratification de deux accords de financement	7
Stand, speak and act: plaider en faveur de l'environnement	7
Agriculture et élevage – Des projets de transformation agricole	7
Secteur industriel - Décentralisation des unités de transformation	8
Aides au développement – La Banque mondiale revoit sa copie	8
Energie : La mise en service de la Centrale de Volobe reportée	9
Port d'Ehoala : Vers l'application d'un tarif en ariary	9
Groupe des Télécommunications vs ARTEC - La commission d'enquête parlementaire comme juge et arbitre	9
Carrière d'Andilana Avaratra: la formalisation des exploitants, en perspective	10
Commerce et consommation - Les produits contrefaits continuent de prospérer	10
Création d'entreprises – L'EDBM poursuit la réforme du guichet unique	11
Artisanat : 10 millions d'euros de recettes d'exportation en 2020	11
Projet minier – Clin d'œil de Rio Tinto-QMM à l'État	12
Etoiles montantes de la Star: promouvoir la valeur du travail et du mérite	12
Jirama: le tarif Optima, présenté aux consommateurs	12
Du nickel et du cobalt pour les voitures électriques : Ambatovy en très bonne position	13
Centrale solaire d'Ambatolampy: la capacité sera doublée d'ici la fin de l'année	13
Traçabilité des bovidés : Les paysans conquis par le projet LITS	14
Billets de banque: Echange possible jusqu'au 30 juin	14
Filière vanille - La Région d'Anosy reprend du poil de la bête	15
Routes nationales : Le calendrier des travaux dans le grand Sud, publié par le MATP	15
Nouvelle ville : début des tracés sur Tanamasoandro	15
Foire internationale de Madagascar - Déjà 25 000 visiteurs sur la plateforme eFIM	16
Coopération malgacho-iranienne : plusieurs marchés à exploiter	16
Reprise post-covid : 53 milliards Ariary de la Chine	16
Projet de loi de finances rectificative – 60 milliards d'ariary de plus pour le social	17
Port d'Ehoala: des opérations de cabotage national en vue	17
Ministère de l'Energie et des hydrocarbures : deux réalisations présentées à l'Assemblée nationale	18
Air France – Air Madagascar : Vers un règlement à l'amiable du litige qui oppose les deux compagnies	18
Agriculture - La production de haricots quadruple à Miandrivazo	19
Monde du travail : Le Fisema réclame plus de justice sociale	19
Industrialisation – Odof, le Mica dresse un bilan satisfaisant de ses actions	20
Kivalo: Quand l'écotourisme appuie le développement	20
Or et développement: la Banque centrale constitue une réserve de métal jaune	21
Dégradation du pont d'Ampasika : Contrôle strict contre l'extraction de sable et de gravillons	22
JCI Madagascar: Visite virtuelle du Vice-président international	22
Banky Foiben'i Madagasikara : Plus d'une tonne d'or dans la réserve	22

Aviadev Africa – Les routes aériennes discutées à Antananarivo

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUIN 2021

Madagascar a été l'hôte de la cinquième Edition de l'Aviadev Africa pendant trois jours. La capacité d'adaptation du monde aéronautique était au centre des discussions.

Ravinala Airports a accueilli la cinquième édition de l'Aviadev Africa. Il s'agit d'un forum qui rassemble les spécialistes du monde aéroportuaire incluant les aéroports, les compagnies aériennes et les institutions gouvernementales impliquées dans le secteur du Tourisme, afin de discuter du développement, de l'amélioration des nouvelles routes aériennes au sein et en dehors du continent africain. L'événement s'est déroulé en ligne avec plus de mille participants en raison du contexte pandémique. La sixième édition se fera par contre en présentiel l'année prochaine et toujours à Antananarivo. Plus de quarante compagnies aériennes sont indiquées avoir participé au forum.

Du 9 au 11 juin dernier, les thèmes ont surtout été axés sur le développement des routes aériennes et la capacité d'adaptation du monde aéronautique face au changement d'environnement. Les aéroports ont été particulièrement abordés avec le thème portant sur « la compréhension des aéroports dans un avenir plus connecté, qui sera une opportunité pour l'Afrique ». Patrick Collard, directeur général de Ravinala Airports n'a pas manqué d'évoquer le développement des routes aériennes vers et au départ de Madagascar. « La Grande île est une destination touristique de premier choix. Et les aéroports en sont les portes d'entrée. Deux aéroports, celui d'Antananarivo et de Nosy be sont actuellement des infrastructures aux normes. Celui de la capitale peut désormais accueillir un million et demi de passagers, dispose d'un espace commercial de dix sept mille cinq cents m² et une zone spéciale « Taste of Madagascar » a-t-il entre autres détaillé.

Désenclavement. Il n'a pas oublié de mentionner les autres détails techniques tels les caméras thermiques, le parking aux normes et le fait que l'aéroport d'Antananarivo soit un «



L'édition virtuelle de l'Aviadev Africa de cette année s'est déroulée dans les locaux de Ravinala Airports Antananarivo.

aéroport green » avec 33% d'économie en énergie.

Le ministre des Transports, du tourisme et de la météorologie, Joël Randriamandranto a parlé du maintien de la destination touristique malgré le contexte de Covid-19 et fait du Tourisme une stratégie de relance économique. Il a souligné que la relance du secteur aérien et du Tourisme passe par le désenclavement par les aéroports, dont le processus est actuellement en route par le biais de nombreuses initiatives privées. D'autres sujets ont été élargis durant cette édition virtuelle du forum entre spécialistes de l'aviation civile. « Comment les équipementiers continuent à s'adapter à un nouvel environnement pour mieux servir leurs clients ». Les problématiques actuelles de l'industrie aéronautique et touristique, la relance post-Covid, le financement, les questions liées au cargo, les nouvelles technologies et l'ouverture de nouvelles routes aériennes et la création de nouveaux partenariats ont fait partie des sujets de discussion durant le forum. Plus de trois cent cinquante rencontres B to B entre participants se sont tenues durant les trois jours.

Baie rose : la région Bongolava se fait une réputation

ARH | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2021

La région Bongolava est en train de se faire une réputation dans la filière baie rose. Nombreux producteurs et opérateurs investissent de plus en plus dans la filière, qui est classée filière phare de la région.

La baie rose ou poivre rouge constitue une culture de rente essentielle pour Madagascar et figure parmi les plus importantes sources de revenus pour bon nombre de ménages. Les régions Atsinanana, Atsimo-Atsinanana et Anosy produisent de la baie rose pour l'exportation. Pour l'heure, l'Anosy produit encore près de 80% de la production nationale avec une moyenne de 200 tonnes par saison. La campagne dans l'Anosy a par exemple commencé en mai. Les promoteurs de cette chaîne de valeur dans cette partie de l'île misent sur la conquête du marché international et œuvrent à la promotion de ce produit d'exportation.

Mais le Bongolava dispose d'une bonne qualité grâce au faible taux d'humidité des produits. Malgré le fait que cette région collecte en moyenne une trentaine de tonnes de cette épice à chaque saison, la filière baie rose figure parmi les six filières porteuses de la

région Bongolava avec le riz, le maïs, le manioc, l'élevage à cycle court et l'élevage bovin. Dans le Bongolava, la campagne a débuté le 16 mars. Le kilo se vend entre 6.000 et 32.000 ariary actuellement, selon la qualité des baies (Grade 1: 32.000 ariary ; Grade 2 : 26.000 ariary ; Grade 3: 6.000 ariary). Un producteur confie qu'il peut obtenir jusqu'à 200 kg de baie rose de premier grade et plus de 300 kg de grade 2 et 700 kg de grade 3 pour un hectare de terrain.

Un marché concurrentiel

Les marchés extérieurs exigent des produits de qualité et compétitifs au niveau des pays producteurs. Destinée à l'exportation, la baie rose de Madagascar est exportée vers l'Italie, le Japon et la France. L'île de la Réunion, les pays de l'Amérique du Sud, notamment le Brésil, la Floride et la Nouvelle-Calédonie sont les principaux concurrents de Madagascar sur le marché international.

Or, les producteurs font face encore à des problèmes techniques, tant dans la conduite de l'exploitation que dans le triage manuel des produits. Les producteurs de baie rose de la région se regroupent au sein de la Plateforme de concertation et d'appui aux filières (PCAF), une structure appuyée par le ministère en charge de l'Agriculture (Maep), celui en charge du Commerce (Mica) ainsi que de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Bongolava.

Depuis 2020, la baie rose de Bongolava a été sélectionnée par le gouvernement malagasy pour bénéficier d'une protection sous le régime des indications géographiques ou d'une marque collective ou de certification. C'est ainsi que le Programme de soutien aux pôles de micro-entreprises rurales et aux économies régionales (Prosperer) vient en soutien en appuyant l'Union des coopératives de baie rose de la région.

Infrastructures : Entre 10 et 20 Mw d'énergie solaire pour le Grand Sud

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 12 JUIN 2021

Plus que jamais déterminé à vaincre la pauvreté dans partie australe du pays, Andry Rajoelina annonce des projets socioéconomique de grande envergure pour la réalisation des Velirano.

Autres temps autres mœurs. Le Président de la République Andry Rajoelina innove en matière de stratégie de développement. Il l'a démontré hier au cours du colloque régional pour l'Emergence du Sud Madagascar où pendant les discussions, des projets concrets ont été annoncés.

Projet ambitieux

Parmi les grands projets annoncés hier au cours de ce colloque figure la mise en place de centrales solaires d'une capacité de 10 à 20 Mw pour le Grand Sud. « Il n'est pas normal que beaucoup de districts du Sud ne disposent toujours pas d'infrastructures énergétiques » a déclaré le Président de la République en précisant que les travaux seront lancés dans les plus brefs délais. Même s'il n'a pas encore donné des détails sur ce projet ambitieux, le Chef de l'Etat a annoncé que les infrastructures à mettre en place nécessiteront entre 10 millions et 20 millions de dollars d'investissements. Des investissements gagnants, selon le Président de la République puisque l'électrification massive des régions permet la création de nombreux emplois. Le Président de la République

a précisé qu'avec le solaire, il est possible de réduire considérablement les tarifs d'électricité. Andry Rajoelina a également annoncé un autre grand projet qui va complètement changer le Sud. Il s'agit en l'occurrence de la mise en place de pipelines qui serviront à la fois pour l'irrigation et l'adduction en eau potable dans la région Sud.

Village des pêcheurs modernes

Hier matin, le colloque régional a débuté par une grande réunion sur le développement de l'Androy, une région qui va bénéficier de nombreux projets. Avec ses 4 districts, 58 communes et 2054 Fokontany, la région dispose d'une hydrographie composée de 3 grands fleuves, Menarandra, Manambovo et Mandrare. Une région qui se caractérise, par ailleurs par ses sols pauvres, peu humidifiés et fragiles, mais très cultivés. D'où, d'ailleurs le grand intérêt de ce projet de pipeline d'irrigation annoncé par le Président de la République. L'ambition étant de créer de grandes exploitations agricoles mais aussi d'aider les paysans pour professionnaliser l'agriculture et l'élevage. Sur ce point, d'ailleurs, Andry Rajoelina a annoncé la mise en



Avec l'ensoleillement exceptionnel de la région Sud que le Président Rajoelina a qualifié de « don de Dieu », l'énergie solaire est très appropriée.

place du projet de Village de Pêcheurs modernes dans deux sites pilotes, à savoir Tanandava à Amboasary Sud et Maroalimainty à Ambovombe. L'objectif pour un village de 50 pêcheurs, 20 mareyeurs et 10 collecteurs pour une production de 250 kg de poissons par jour. Un village de pêcheurs comprend, notamment un kiosque de pré-électrification par énergie solaire, des systèmes frigorifiques de l'adduction d'eau et de traitement d'ordures. Des projets ambitieux en somme et que le Président Andry Rajoelina entend réaliser à la vitesse grand V. « Il est temps d'agir pour le développement », a-t-il notamment déclaré.

GiFi : Ouverture de l'enseigne française hier

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 12 JUIN 2021

L'enseigne française GiFi débarque à Madagascar. Cette entreprise à rayonnement international est spécialiste dans l'équipement de la maison et de la famille. Elle propose des produits innovants de qualité et continuellement renouvelés tout en s'adaptant aux spécificités de chaque pays d'implantation. Une forte affluence de clients a été observée lors de l'ouverture officielle de ce nouveau magasin, sis à Ankazomanga Sud, hier. On y trouve 20 000 références de

produits, dont entre autres, des articles de décoration, des mobiliers pour la maison et le jardin, des idées de cadeaux et des jouets ainsi que des appareils électro-ménagers et des jouets pour les animaux domestiques, et ce, à bons prix. La preuve, près de 75% des produits exposés dans le magasin sont à moins de 25 000Ar. Le leitmotiv de cette entreprise française GiFi étant de faire profiter à Madagascar ses idées de génie tout au long de l'année, et ce, à bons prix

Programme Padeve : trois métropoles en quête d'un nouveau souffle

RIANA R. | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2021

Le Programme d'appui et de développement des villes d'équilibre (Padeve) veut donner un nouveau souffle à trois grandes villes de Madagascar (Antsirabe, Antsirana et Toliara), en misant sur des infrastructures adaptées aux besoins de la ville sur une dizaine d'années. Le ministère en charge de l'aménagement du territoire qui met en œuvre le projet et l'Agence française de développement (AFD) ont présenté les avancées des travaux prévus dans ce programme, hier, à Besarety.

Concrètement, Padeve a comme objectif d'améliorer la gestion des villes, à savoir la gestion financière, la planification des municipalités,



l'entretien et la gestion des marchés et l'entretien d'autres infrastructures urbaines. L'autre grand axe du programme porte sur la mise à jour du Plan d'urbanisme directeur (PUDI) des trois villes en se projetant sur une durée de 15 ans. D'ici 15 ans, Antsirabe

comptera jusqu'à 460.000 habitants, 350.000 habitants à Fianarantsoa et 462.000 habitants à Toliara. Le PUDI en cours de réactualisation pour ces trois villes vise à identifier les infrastructures et les aménagements nécessaires pour accueillir ces populations.

Le développement des grandes villes à Madagascar reste un défi majeur pour l'Etat et les élus locaux. Le directeur général de l'aménagement, Rabe Harimanana, précise d'ailleurs que « les grandes villes de Madagascar produisent les deux tiers du PIB du pays ». Il rajoute que « La vulnérabilité des grandes villes impacte sur le développement du pays ».

Externalisation – Intelcia en position de leader de l'outsourcing

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUIN 2021

Intelcia fête cette année ses vingt années de présence sur le marché de l'externalisation. Implantée à Madagascar depuis 2015, Intelcia se trouve en tête du peloton parmi la concurrence.

Pas moins de 45 milliards d'ariary investis. Et des résultats probants. Le raccourci d'une belle réussite. Présente à Madagascar depuis 2015, Intelcia a su faire preuve d'agilité en démontrant une parfaite adaptation au contexte malgache. L'implantation de l'entreprise a été motivée par les conditions très favorables à l'investissement que propose le pays ainsi que la qualité de ses ressources humaines.

« À Madagascar, Intelcia opère une vingtaine d'activités depuis ses deux sites à Antananarivo (Andranomena et Tanjombato). Sur une superficie totale des plateaux de quelque 17 000 m². Avec ses nombreuses compétences, Intelcia Madagascar est aujourd'hui en mesure de proposer l'ensemble des métiers du catalogue du Groupe à ses clients. Intelcia Madagascar, premier outsourcing du pays, a dépassé au début de l'année 2021 le cap des 2 000 collaborateurs. Ce qui en fait l'acteur de référence dans le secteur. Elle prévoit de boucler l'année 2021 avec une croissance annuelle de son effectif de 400 collaborateurs offrant ainsi de nombreuses opportunités d'emplois pour les compétences du pays » explique un responsable local.

Intelcia Madagascar a, en outre, « mis en place une politique de relations humaines, très attractive avec de nombreux avantages (salaire de base très attractif, primes avantageuses, transport du personnel, cantine, centre médical, infrastructures sportives, et formations...). En interne, elle offre à ses collaborateurs des perspectives d'évolution importantes, car près de 90% de ses managers sont issus des promotions internes. Des perspectives qui en font un acteur important du



Vingt ans d'existence et des grandes ambitions pour Intelcia

développement économique sur la Grande île. Intelcia est d'ailleurs membre fondateur du Groupement des professionnels de la relation client, GPRC, qui rassemble les cinq plus gros acteurs de l'outsourcing à Madagascar » a-t-il précisé.

Succes story. Pour la célébration proprement dite du vingtième anniversaire de la naissance d'Intelcia « We Dream, We care, We Do », sont les trois valeurs qui ont été choisies, en fil rouge de l'événement qui fera date. Qui s'articule autour de trois axes principaux : la reconnaissance, la solidarité, la transmission vis-à-vis des parties prenantes. Pour couronner le tout, l'édition d'un ouvrage destiné aux jeunes générations, pensé comme un outil de Transmission d'un modèle de réussite inspirant. Créée en 2000, Intelcia a réussi en deux décennies à se transformer, d'une PME marocaine en un acteur global de l'outsourcing. Aujourd'hui présente sur trois continents, Afrique, Europe, et Amérique, Intelcia a su diversifier ses métiers alors même qu'elle continue d'étendre son footprint mondial. Pour marquer ces vingt ans de belles réalisations, d'ambition, de rencontres, de challenges relevés et de partage, Intelcia a décidé de célébrer cet anniversaire en totale cohérence avec ses valeurs, et autour de trois axes

forts suscitées.

Acteur global de l'outsourcing, Intelcia accompagne ses clients depuis 20 ans dans l'externalisation de leurs opérations, en conjuguant talents, technologies et processus pour offrir un service sur-mesure à des clients nationaux et internationaux. Afin de permettre à ses clients de se concentrer sur leurs enjeux et cœur de métier, Intelcia propose une offre globale Onshore, Nearshore et Offshore autour de quatre pôles de solutions: gestion de la relation Client, externalisation de solutions IT, BPO (services RH, recrutement, paie, services financiers, recouvrement...) et services digitaux.

« Présent en Europe, en Afrique et en Amérique, à travers dix sept pays, le Groupe compte actuellement près de vingt set mille collaborateurs répartis sur cinquante six centres. Le chiffre d'affaires à fin 2020 s'élève à près de 360 millions d'euros, avec des prévisions pour 2021 de près 500 millions d'euros. Depuis 2016, Intelcia compte le Groupe Altice parmi ses actionnaires, partenaire sur lequel il s'appuie pour accélérer sa croissance à l'international » résume son Président directeur général, Karim Bernoussi. Qui prévoit aussi des progressions exponentielles au Portugal et aux États-Unis. Avec une stratégie de développement bien ficelée.

Prix de l'électricité – La péréquation tarifaire opérationnelle

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JUIN 2021

La réduction du prix de l'électricité pour les abonnés de la Jirama dans les régions Anosy et Androy, a été annoncée par le directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga, lors du colloque régional pour l'émergence du sud, qui s'est tenu les 11 et 12 juin à Tolagnaro. « Le prix d'un kilowattheure passera de 795 ariary à 340 ariary dans les régions Anosy et Androy. Le prix de l'électricité sera le même dans toute l'île » a-t-il expliqué. Cette application du même prix dans tout le pays entre dans le processus de la péréquation tarifaire qui consiste à rétablir « la justice des prix



pour les régions ». Les régions en zone 2 et 3 telles que FortDauphin, Diego ou Ambovombe, paient l'électricité plus cher depuis des années par rapport aux régions de la zone 1 comme Maroantsetra, Fianarantsoa ou le Réseau

interconnecté d'Antananarivo (RIA). Cette dernière catégorie de zone dispose de l'énergie hydroélectrique permettant d'approvisionner de l'électricité. Par ailleurs, les gros consommateurs d'électricité seront les plus touchés par la révision du prix de l'électricité dans le programme Optima et leurs factures connaîtront des modifications à partir du mois de juillet. Les clients de la compagnie d'eau et d'électricité disposent d'un délai de trois mois pour régulariser vers un abonnement plus adapté.

OMNIS 45 ans : De fortes potentialités en pétrole et gaz, mises en avant

ANTS R. | MIDI MADAGASIKARA | 14 JUIN 2021

Madagascar peut tirer sa croissance économique de ses ressources pétrolières et gazières, selon l'OMNIS. Des séances d'information et de concertation sur le sujet seront organisées par cet organisme, qui célèbre cette année son 45e anniversaire.

Un secteur très prometteur, qui exige une grande prudence. C'est ainsi que les économistes décrivent le secteur du pétrole amont, dans leurs interventions sur les voies pouvant conduire à l'essor économique de la Grande-île. Une optique partagée par l'OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques), dont l'une des missions principales est de mettre en œuvre la politique nationale en matière d'exploration et d'exploitation. En effet, dans l'industrie pétrolière, celui-ci est responsable de toutes les activités en amont, gestionnaire des ressources pétrolières, détenteur des données d'exploration et responsable de la promotion des activités « amont ». Selon les explications, les premières étapes des activités pétrolières concernent l'identification des blocs pétroliers, suivant les normes définies par l'ONU (Organisation des Nations Unies) et la Banque Mondiale. Pour Madagascar, les blocs pétroliers disponibles, en zone terrestre et en zone marine, se comptent déjà en plusieurs centaines. Affichant certaines potentialités, le lancement d'appel d'offres international, relatif à ces blocs est déjà très attendu par les compagnies et investisseurs étrangers.

Phases obligatoires

Si le secteur pétrolier en amont attire tant l'attention des promoteurs de développement, c'est pour ses enjeux et ses impacts sur la croissance. En effet, ce secteur engendre des retombées économiques, dès la phase d'exploration. « Cette phase

est prévue pour 8 ans, mais il arrive que les compagnies demandent un renouvellement, car les travaux peuvent être longs et concernent notamment la géologie de terrain et l'échantillonnage des roches, les levés gravimétriques et magnétiques, l'échantillonnage géochimique et les études sismiques 2D et 3D pour la détermination des structures pétrolières et enfin le forage d'exploration, pour vérifier l'existence du réservoir de pétrole liquide ou de gaz », nous a expliqué un technicien du secteur pétrole Amont. À noter qu'une phase de développement d'une durée de 3 à 5 ans suit la phase de développement dans le cadre de laquelle, les compagnies procèdent au forage de développement pour délimiter les réservoirs d'hydrocarbures, l'essai de production, l'étude d'ingénierie des réservoirs et des unités de production et le programme de production.

Gains

C'est après ces deux étapes que la phase d'exploitation peut se faire, selon les explications des techniciens du secteur. S'étalant sur 25 ans pour le pétrole et 35 ans pour le gaz, l'exploitation concerne le forage de production, la complétion des puits de production, l'installation des infrastructures de surface et le transport par pipeline vers le terminal ou point de livraison. Contrairement au cas des mines, Madagascar bénéficie d'un partage de production, dans les activités de pétrole en amont. D'après les informations, les taux dans le contrat de partage sont fixés, en



Les expériences, dans les activités pétrolières menées à Madagascar, confirment les fortes potentialités dont le pays dispose, en matière de ressources pétrolières et gazières

fonction de la capacité de production journalière. La part gouvernementale varie de 25 à 55% pour le pétrole liquide ; et de 25 à 36% pour le gaz naturel. « Outre ce partage de production, le pays bénéficie également de retombées économiques, notamment en termes de création d'emplois, de progrès technique, d'apprentissage et surtout de recettes fiscales. Pour le pétrole liquide, les redevances varient généralement de 8 à 20%, en fonction de la capacité de production en barils par jour. Pour le gaz, ce taux varie entre 5 à 10%, suivant toujours la capacité de production. En outre, une taxe sur le revenu fixée à 30% est prélevée », a indiqué notre source. À noter que les dirigeants doivent faire l'arbitrage entre les gains et l'attractivité du pays, afin de s'assurer que les investissements directs étrangers viennent. Selon l'OMNIS, ce questionnement sera abordé, durant les manifestations organisées dans le cadre de la célébration de ses 45 ans d'existence.

Fonds pour la résilience: faciliter la prise de responsabilité des citoyens

ARH | LES NOUVELLES | 14 JUIN 2021

Le projet « Fonds pour la résilience de la société civile contre le crime organisé » est sur le point de prendre corps au niveau du complexe des zones humides Mahavavy Kinkony et de la nouvelle aire protégée (NAP) d'Antrema, région Boeny. Concrètement, le projet assurera un développement de capacité au niveau des districts de Mahajanga II, Mitsinjo et Soalala pour que les bénéficiaires soient responsables. Il s'agit notamment d'engager et motiver les autorités ainsi que les communautés locales à faire face aux enjeux de la protection des ressources naturelles.

Cette initiative est effectivement partie du constat selon lequel le nord-ouest de la Grande île possède un énorme potentiel de développement en termes d'habitats naturels et de préservation de la biodiversité. Toutefois, ces ressources sont continuellement victimes de pressions telles que la coupe illicite de bois, le braconnage et la pêche illicite. Les bénéficiaires sont constitués de communautés, autorités et associations locales.

Pour l'efficacité des programmes, un projet de « Développement de capacités techniques des communautés,



des associations locales, des autorités dans la lutte contre les trafics des Ressources naturelles et les réseaux des trafiquants », vient en appui. Celui-ci a débuté au mois de janvier 2021 et prendra fin au mois de décembre 2021. Les principaux intervenants dans ce projet sont l'Alliance Voahary Gasy, Asity Madagascar, le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et le site Bioculturel Antrema.

Chambre haute : Ratification de deux accords de financement

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 14 JUIN 2021

Le Sénat a ratifié la semaine dernière deux accords de financement. Le premier concerne le financement additionnel du Projet Intégré de pôles de Croissance et de Corridors (PIC 2.2). Le Projet Pic 2.2 est un crédit de l'Association internationale de développement (IDA). Il a été approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale le 10 décembre 2020. Son objectif est de soutenir la croissance durable des secteurs du tourisme et de l'agrobusiness en améliorant l'accès aux infrastructures et services dans les régions cibles et d'apporter une réponse immédiate et efficace à une crise ou une urgence éligible. Sous la tutelle technique du ministère de l'Economie et des Finances, les activités du projet ciblent les régions Atsimo Andrefana, Diana, Anosy et Analanjirofo



Le deuxième accord de financement ratifié est le projet « Appui aux activités de lutte contre la pandémie de COVID-19 à Madagascar ». Il est financé par la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) à hauteur de 5.500.000 USD dont un prêt de 5.000.000 USD et une partie sous forme de don de 500.000 USD. Signé le 22 octobre 2020, ce projet vise à renforcer les capacités de Madagascar à faire face à l'épidémie de COVID-19

dans le cadre du règlement sanitaire international. Il sera mis en œuvre dans toutes les formations sanitaires des régions et districts touchés par le Covid-19 à travers l'acquisition de consommables médicaux, d'ambulances, d'équipements de protection individuelle, d'intrants et équipements médicaux ainsi que de kits de dépistage.

La ratification par le Parlement est une étape obligatoire dans le processus de mise en vigueur des accords de financement. La délivrance de l'avis de constitutionnalité par la HCC, la promulgation des lois de ratification, l'ampliation des lois et du décret de ratification et leur insertion dans le Journal Officiel sont toutefois encore requis avant tout décaissement.

Stand, speak and act: plaidoyer en faveur de l'environnement

ARH | LES NOUVELLES | 14 JUIN 2021

Le budget du ministère en charge de l'Environnement (Medd) n'a pas dépassé les 1 % du budget de l'Etat ces cinq dernières années. Dans les lois de finances initiales (LFI), les dépenses de ce département ministériel passent de 0,86 % en 2020 à 0,57 % en 2021 pour mettre en œuvre 23 actions selon la Politique générale de l'Etat.

Autant dire que ce ministère et ses démembrements ne disposent pas de moyens suffisants pour mener à bien leurs missions. Face à cette situation, l'Alliance Voahary Gasy (AVG) organise un concours de plaidoyer « Stand, speak and act » sur le thème « Les ressources au sein du ministère de l'Environnement et du développement durable (Medd) méritent d'être augmentées ». En comparant les moyens et les réalités sur terrain au niveau des services techniques décentralisés, il

est indéniable de mentionner que les ambitions du programme général de l'Etat et la vision du Medd se heurtent à des obstacles certains à cause du manque de décentralisation.

Ciblant les jeunes de 18 à 35 ans, ce concours incite les participants à faire appel à leur créativité dans la présentation des solutions et idées permettant de convaincre et d'influencer sur l'augmentation

du budget dudit ministère pour l'année 2022 et une décentralisation des moyens au niveau des directions régionaux.

Jusqu'au dimanche 27 juin, les jeunes sont invités à soumettre leur document de plaidoyer à l'adresse concours.avg@gmail.com. Cinq gagnants seront récompensés. Les noms des gagnants seront proclamés le 2 juillet.

Agriculture et élevage – Des projets de transformation agricole

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JUIN 2021

Deux mille familles bénéficiaires du projet « titres verts ». Le projet sera lancé dans la commune d'Ifofotaka, commune d'Amboasary. Deux mille hectares seront aménagés et deux mille familles pourront s'y installer pour cultiver et élever du bétail. Les logements et les moyens de production seront fournis par l'Etat. La technologie de goutte-à-goutte ou la microirrigation accompagnera le projet.

Culture sous serres. Des serres ont été étudiées par le ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche avec des experts israéliens pour s'adapter au contexte du Sud de Madagascar. Trois-cent serres de 500m² chacune avec des unités de conditionnements, sont en projet. La culture de légumes, de fruits et même des fleurs, est possible avec le modèle envisagé. Ces infrastructures nécessitent de l'eau et de l'énergie et ne seront réalisables qu'après l'irrigation

depuis le fleuve Efaho et après la mise en place des parcs solaires par district.

Projet Feedlot. Passer petit à petit de l'élevage contemplatif à l'élevage commercial. Procéder par insémination artificielle pour obtenir de nouvelles races de zébus. Cent mille semences sont prévues et vingt-mille emplois envisagés.

Aménagement des périmètres irrigués. Un recensement exhaustif des périmètres intéressants a été réalisé dans les régions Anosy et Androy. De nouveaux modèles d'agriculture verront le jour avec l'irrigation depuis le fleuve Efaho. L'eau peut être conservée dans des « réservoirs d'eau enterrés plein de sable » Une technique sans évaporation qui permet de garder 100m³ pendant trois mois.

Concept Village pêcheur. Il s'agit d'installer des infrastructures de conservation de produits halieutiques,



Le ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Lucien Ranarivelo a présenté six grands projets pour atteindre l'autosuffisance alimentaire pour le sud.

tournant à l'énergie solaire, sur le littoral de la région Androy.

Le projet Fihariana pour aller vers l'industrialisation. 46 milliards d'ariary pour Androy et 48 milliards d'ariary pour l'Anosy, disponibles à l'emprunt pour démarrer des projets de transformation de manioc, de sel, d'arachide, sorgho, grains secs, pisciculture, de viande bovine et des activités d'apiculture.

Secteur industriel - Décentralisation des unités de transformation

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 14 JUIN 2021

Une industrie pour chaque District. C'est en ce sens que se poursuit le projet ODOF ou « One District One Factory », initié par le ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA), lors de sa descente dans le District de Mananjary, Région de Vatovavy-Fitovinany, vendredi dernier, en continuité de celles réalisées dans les Régions d'Ihorombe et de Boeny.

Pour commencer la concrétisation de l'ODOF dans cette Région, l'accent a été mis sur la promotion de la filière « miel » dont les potentiels sont déjà reconnus dans cette partie du pays. En ce sens, une délégation du MICA conduite par Andriamampandra Heriniaina, secrétaire général de ce ministère, a effectué une remise officielle des matériels apicoles afin d'améliorer la qualité et la quantité de la production locale en miel.

Ainsi, l'association d'apiculture FMTM ou « Fikambanana Mpiompy Tantely Mananjary » a bénéficié de matériels professionnels apicoles complets pouvant assurer une transformation du miel jusqu'à 144 litres/heure. Dans la même optique de promouvoir la



décentralisation des petites industries, la PME Soava Agriculture Manakara - spécialisée en pépinière de jeunes pousses et dans la production d'huile essentielle - a reçu une unité de production pouvant améliorer la qualité et la quantité de sa production d'huile.

« Le projet a pour objectif principal de produire localement les besoins en consommation des Malagasy. Autrefois, cette vision était concrétisée mais n'avait pas pu être pérenne, notamment à cause du manque de coordination entre les secteurs privé et public. D'où le renforcement des partenariats allant dans ce sens. Ces actions de don d'unités de production figurent parmi l'appui technique du

MICA dédié aux PME dans la promotion de l'industrialisation à Madagascar, la production locale des besoins de la population et l'octroi d'un emploi décent pour tous. De plus, le MICA collabore étroitement avec les autorités locales au niveau de chaque Région et District dans la localisation des PME à appuyer sur le plan technique pour le développement économique régional », explique Andriamampandra Heriniaina. Malgré le ralentissement économique causé par la Covid-19, le pays, à travers le secteur public et le secteur privé, s'attèle à mettre en avant les produits locaux répondant aux normes et à la qualité afin de stimuler la consommation locale. Une vision des autorités publiques qui s'accorde avec le concept « Malagasy ny antsika » du Syndicat des industries dont l'objectif est de démontrer le professionnalisme des entreprises locales et de faire adhérer les consommateurs aux produits nationaux. L'idée étant de mettre en avant les produits des petits producteurs et industriels malagasy sur les rayons des réseaux de distribution locaux grâce à ce label.

Aides au développement – La Banque mondiale revoit sa copie

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 14 JUIN 2021

Avant de proposer un modèle de développement pour les cinq années à venir, la Banque mondiale sollicite l'avis de tous par un sondage d'opinion en ligne.

Un aveu d'échec? Plutôt une nouvelle méthode de travail pour plus d'efficacité. Car, beaucoup ont toujours reproché aux différents bailleurs de fonds d'avoir parachuté des plans standards de développement, depuis leur siège de Washington aux pays associés. Au final, inadaptés au contexte si particulier à Madagascar. Pour ne citer que les mesures contraignantes au commencement du Programme d'ajustement structurel, PAS, au début des années 90. Les Malgaches ont découvert, par exemple, la notion de dévaluation monétaire.

Un jour, Marc Ravalomanana, emporté par sa colère, lors de l'inauguration du nouveau bâtiment de l'École nationale de magistrature et des greffes à Tsaralalàna, a interpellé en public le représentant résident de la Banque mondiale de l'époque, le bien nommé James Bond, ahuri. « Dites-lui que désormais, c'est nous qui dictons le choix des projets de développement à financer. Ne déformez pas mes propos madame la traductrice » a assené Marc Ravalomanana, hors de lui. Aujourd'hui, la Banque mondiale se remet en question. En accueillant les idées des Malgaches sur ce qu'ils pensent être les bonnes options en la matière. Ils peuvent donner leur avis en ligne en répondant à des questions précises ou en proposant des pistes de réflexion. En guise d'entrée en matière, « Classez de 1 à 8, commencez à 1 la plus importante, les contraintes et les problématiques au développement inclusif. Dans le désordre : la concentration du pouvoir économique et politique, l'instabilité politique et économique, la qualité de l'éducation et les services de santé, le niveau et la qualité des infrastructures, y compris le transport, l'énergie et la connectivité numérique, les barrières à l'investissement privé, l'épuisement rapide des ressources naturelles, dont les forêts,



le manque de protections contre les catastrophes naturelles, et la faible productivité du secteur agricole ».

Cercle vicieux. Cet inventaire non-exhaustif des thèmes à problèmes, « au choix multiple », résume quelques-uns des maux qui ruinent la société malgache depuis l'indépendance. Ne serait-ce que la décentralisation, tant souhaitée, restée au stade des bonnes intentions, enrobées de polémiques à forte connotation ethnique, sinon tribale. Ayant fait l'objet de nombreux séminaires, colloques, débats et tables-rondes entre initiés, pour s'enfermer dans un cercle vicieux.

Il reste aussi un autre écueil difficile à franchir. La réticence chronique des Malgaches à être des contribuables modèles. Dans une économie dominée par le secteur informel, la contribution des recettes fiscales au PIB demeure insignifiante. Le ministère de l'Économie et des finances, à travers les nouveaux dispositifs en ligne de la Direction générale des impôts, DGI, consent des efforts pour ramener tout le monde à la raison. Car cette faiblesse des ressources financières internes oblige l'État à contracter des emprunts à taux concessionnels auprès des partenaires techniques et financiers, dont le déblocage est souvent soumis à certaines conditionnalités. Ou solliciter le soutien des entreprises privées pour réhabiliter ou construire une École primaire publique, EPP, par exemple.

Energie : La mise en service de la Centrale de Volobe reportée

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 14 JUIN 2021

Le développement de l'aménagement hydroélectrique de Volobe est basé sur un partenariat public privé. Il fait partie des projets prioritaires d'envergure pour la transition du pays vers une énergie renouvelable et modulable. Son démarrage accusera cependant un retard, faute de signature officielle des contrats.

Suite à la rencontre entre Imbiki Herilaza, vice-président du Sénat pour les provinces du Nord de Madagascar et les représentants de la Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe CGHV, le 10 juin dernier, il a été dit que : « La mise en service opérationnelle de la centrale de Volobe prévue initialement en 2023 est décalée en 2025 du fait de l'absence de progrès dans la signature du contrat de concession et du contrat d'achat d'électricité ». Cette rencontre a permis de présenter le projet aussi bien sur le plan technique que socio-économique. Les projets de l'accord de concession et du PPA (Power Purchase Agreement) sont prêts depuis 2020 mais la pandémie de Covid-19 aurait ralenti le processus de prise de décision. La signature des contrats constitue pourtant une étape cruciale

pour enclencher la mise en place des infrastructures principales, mais aussi les projets annexes comme la réfection des routes, la réalisation d'un pont au-dessus de l'Ivondro...

« Nous sommes conscients de l'importance d'un tel projet aussi bien sur le plan énergétique, socio-économique et sur l'attractivité du pays pour les investissements internationaux compte-tenu de la possibilité d'amélioration du secteur énergétique vital pour les grands investissements » a affirmé Imbiki Herilaza. Il est convaincu des valeurs ajoutées du projet tout en soulignant l'importance d'un partenariat basé sur les intérêts mutuels de toutes les parties prenantes. Il a confirmé que pour assurer la viabilité d'un projet inclusif comme Volobe, le respect de cet équilibre est crucial.



La concrétisation du projet « Volobe Amont » permettra à Madagascar de rentrer pleinement au cœur de la transition énergétique. Avec ses capacités de production de 750 GWh/an, soit environ 40 % de la production annuelle nationale, le développement de l'aménagement hydroélectrique de Volobe permettra l'accès à une électricité compétitive, fiable et en quantité à près de deux millions de Malgaches.

Port d'Ehoala : Vers l'application d'un tarif en ariary

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 15 JUIN 2021

Le port d'Ehoala sera prochainement accessible au cabotage national. En somme, ce grand port qui sert essentiellement au transport maritime de la production d'ilménite de Rio Tinto QMM pourra également être utilisé pour les transports de marchandises entre

les différentes régions côtières du pays. A cet effet, le port d'Ehoala envisage d'appliquer une tarification en ariary. Ce port, rappelons-le, réceptionne également des navires de croisières. Mais depuis la crise sanitaire, même si le port d'Ehoala a continué d'être

opérationnel, les navires de croisières n'étaient plus au rendez-vous. D'après les dernières nouvelles, le prochain navire de croisière est attendu à partir de septembre, si les conditions sanitaires liées à la Covid-19 le permettent.

Groupement des Télécommunications vs ARTEC - La commission d'enquête parlementaire comme juge et arbitre

LA VÉRITÉ | 15 JUIN 2021

La bataille à laquelle se livrent le Groupement des Télécommunications de Madagascar (GTM) et l'Autorité de Régulation des Technologies de Communication (ARTEC) se poursuit. Tout a commencé après l'intervention d'un représentant de l'ARTEC devant les députés durant laquelle « il n'aurait pas défendu les membres du groupement d'un côté et a donné des chiffres erronés de l'autre », selon les trois directeurs généraux des opérateurs, à savoir Airtel, Orange et Telma. Ces derniers ont uni leurs voix, un fait rarissime, pour dénoncer ce qu'ils qualifient de dénonciations calomnieuses de la part de l'ARTEC.

Les lettres échangées entre ces deux parties sont loin d'être cordiales. Elles prouvent que la guerre est bien déclarée entre elles, censées pourtant collaborer. Le GTM accuse l'ARTEC de fournir des



chiffres non actualisés par ses soins aux parlementaires et dirigeants du pays. « L'ARTEC reçoit régulièrement de la part des opérateurs les données et informations les concernant. Elle est ainsi en mesure de communiquer des données réelles et actualisées, au moins pour 2020, relatives à la couverture en réseau... », tonnent les trois directeurs généraux qui regrettent que « les chiffres ainsi publiés ne soient pas actualisés régulièrement et que l'ARTEC s'appuie en 2021 sur l'exercice 2019 ».

L'ARTEC, de son côté, se dit étonnée que le GTM n'a pas fait cette remarque alors que ces chiffres ont été publiés sur son site web depuis le mois de juin 2020. Concernant le déploiement du réseau, tant souhaité par les parlementaires et source également de leur récrimination envers le Groupement des Télécommunications de Madagascar, ce dernier pointe de doigt une fois de plus l'ARTEC par son inaction, son blocage et son iniquité dans le traitement des opérateurs. Ces derniers, dans la foulée, saluent la création par les parlementaires d'une commission d'enquête. « Nous espérons que la mise en place de cette enquête parlementaire permettra de mettre la lumière sur toute la gestion actuelle du secteur par l'ARTEC et les autorités de tutelle », souhaite le Groupement des Télécommunications de Madagascar...

Carrière d'Andilana Avaratra: la formalisation des exploitants, en perspective

ARH | LES NOUVELLES | 15 JUIN 2021

Faire entrer les exploitants dans le cadre formel est l'une des alternatives proposées dans la carrière d'Andilana Avaratra, district d'Amparafaravola. Les discussions avec les parties concernées s'enchaînent en vue de la réouverture réglementée de la carrière de béryl dont la fermeture avait provoqué des affrontements mortels.

Beaucoup attendent le dénouement de ce dossier. Fidiniavo Ravokatra, ministre des Mines et des ressources stratégiques et son équipe, se sont rendus à Ambatondrazaka en fin de semaine, pour se concerter avec les autorités étatiques (gouverneur, préfet, députés, maires), les Tangalamena, les forces de l'ordre (OMC - Emmo), les exploitants, les acheteurs de pierres ainsi que les propriétaires de terrains, de cette carrière de béryllium.

« Les ressources minières sont des richesses communes. Il est évident que les populations en jouissent en premier. D'une part, les exploitations menées dans cette carrière sont illicites, faute de permis miniers. D'autre part, ces exploitants tentent de mener leurs activités sans embûches. L'Etat déploie ses efforts pour ramener ces opérateurs dans un cadre légal », a indiqué le ministre.

Réouverture de la carrière, revendiquée

Pour rappel, un conflit à caractère tribal entre les autochtones et un groupe d'immigrés, avait éclaté

le 27 avril sur le site d'exploitation. Les autorités avaient par la suite décidé de fermer la carrière, malgré la désapprobation des exploitants, au mois de mai. Une décision ayant dégénéré en affrontements mortels entre ces derniers et les forces de l'ordre.

Face aux revendications incessantes de réouverture de la carrière, les parties prenantes projettent d'élaborer « une feuille de route » pour résoudre les conflits dans la localité en prenant en compte les propositions émanant de ces rencontres. L'on citera notamment l'élaboration d'un cahier des charges pour les activités d'exploitation et la mise en place d'un central d'achat ainsi que d'une unité de contrôle de qualité.



« L'Etat souhaite mettre en place les dispositions avantageant les exploitants et permettant également de garantir le prélèvement des ristournes pour le développement des fokontany, des communes, de la région et du pays », a évoqué Fidiniavo Ravokatra.

Mais le cas de la carrière d'Andilana n'est pas isolé. Le ministère ambitionne de résoudre les problèmes suivant le cas de cette carrière de béryl face aux ruées vers d'autres exploitations encore illicites dans plusieurs localités dans le pays.

Commerce et consommation - Les produits contrefaits continuent de prospérer

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 15 JUIN 2021

« La qualité n'a rien à voir avec celle de chez nous. La fabrication ou la vente de produits de contrefaçon est sévèrement punie par la loi et de nombreuses actions pénales sont déjà en cours », déplore un opérateur local, connu et reconnu dans le domaine du textile et de l'habillement, après s'être rendu compte que ses produits ont été tout bonnement copiés à grande échelle depuis un certain temps et mis en vente sur les étals des marchands un peu partout dans le pays. En effet, la contrefaçon est un phénomène mondial qui se généralise et touchant particulièrement les produits textiles. Et bien sûr, Madagascar n'en est pas épargné. Que des « faux » sur le marché de Behoririka, et pourtant le business semble très bien marcher pour les vendeurs.

Les nouveautés arrivent en premier sur les lieux... des copies bien-sûr, mais l'essentiel pour les consommateurs est d'avoir le produit, qu'il soit vrai ou faux. Vêtements, chaussures... tous sont faux, alors qu'ils sont vendus légalement et librement. Et même les produits qui touchent directement la santé des consommateurs sont victimes de contrefaçon. La contrefaçon et le piratage touchent désormais presque tous les secteurs sur le marché local. La propriété intellectuelle est devenue la cible d'actes illicites. Ce qui présente une réelle menace pour l'innovation et la création qui sont pourtant une source de croissance et de développement pour chaque pays. « La contrefaçon est devenu un réel problème pour la société. Elle constitue une menace pour la viabilité des entreprises et entraîne des pertes considérables pour l'Etat », explique un technicien spécialisé dans la protection de la propriété intellectuelle.

Pouvoir d'achat

Effectivement, la loi qui régit la propriété intellectuelle est encore peu connue du public à Madagascar, et certains secteurs ne sont toujours pas concernés par ce cadre réglementaire. Par ailleurs, un bon nombre de Tananariviens



ont avoué avoir déjà acheté des produits contrefaits malgré le fait que ceux-ci sont toujours de mauvaise qualité. Et malgré la piètre qualité de ces produits, la chemiserie, la lingerie et autres accessoires vestimentaires sont très prisés. En effet, la plupart des malagasy ne se soucient plus vraiment du vrai produit et celui contrefait en se justifiant sur la différence des prix, où ce dernier est largement moins cher. Le pouvoir d'achat est donc à prendre en compte à ce stade.

Sans parler du concept de « high copy » ou les faux authentiques. A ce jour, ce phénomène prend de l'ampleur, et les vulgaires copies chinoises souvent mal façonnées laissent la place à des créations quasi semblables aux authentiques. Il est de plus en plus difficile de faire la différence entre la copie et l'authentique. De véritables trompe-l'œil, les consommateurs peuvent facilement s'y perdre et certains choisissent d'acheter le produit. D'autre part, les commerçants ne se gênent pas pour vendre ce type de produits presque au même prix que les authentiques et révèlent à leurs clients qu'il s'agit effectivement de copies mais de qualité supérieure.

Création d'entreprises – L'EDBM poursuit la réforme du guichet unique

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JUIN 2021

Zéro papier et un identifiant unique pour chaque entreprise. C'est l'objectif de la réforme opérée au niveau de l'EDBM.

L'Economic Development Board of Madagascar (EDBM), en collaboration avec les institutions publiques concernées et les partenaires techniques et financiers, procède actuellement à une réforme de son guichet unique. Selon cet organe, l'objectif est d'avoir « zéro papier » dans l'ensemble du processus de création d'entreprises et de mettre en place un identifiant unique pour chaque entreprise. La première version de la plateforme de création d'entreprises en ligne est au début de sa phase d'opérationnalisation.

La structure étatique chargée de booster l'entrepreneuriat et les investissements a indiqué que dans le contexte de la digitalisation de la création d'entreprise via la nouvelle plateforme numérique www.orinasa.edbm.mg, les parties s'engagent à œuvrer pour dématérialiser la procédure de création, de modification et de dissolution d'entreprises et de la mise en place d'un identifiant unique pour chaque entreprise. Un programme qui s'étendra à l'échelle nationale suivant un calendrier de déploiement.

À noter également que l'EDBM vient de concrétiser sa collaboration avec la Direction Générale des Affaires Judiciaires, des Études et des Réformes au sein du Ministère de la Justice de Madagascar (DGAJER), la Direction Générale des Impôts au sein du Ministère de l'Économie et des Finances (DGI), la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, l'Institut National de la Statistique, INSTAT, à travers la signature d'une convention de collaboration. « À terme cette initiative permettra, entre autres, la mise en place de l'e-gouvernance ainsi que la synergie des bases de données des entités clés concernées », a-t-on expliqué.

Précision a été donnée qu'à ce jour, le



Le guichet unique facilitera la création d'entreprise.

contexte de la digitalisation appuie déjà la soumission en ligne de documents. Ainsi, le temps de traitement des demandes se voit réduit tout en évitant les files d'attente, en diapason avec la situation sanitaire actuelle. Les responsables ont d'ailleurs profité en quelque sorte de l'urgence sanitaire pour accélérer la cadence.

Éviter le temps d'attente

Avant tout déplacement dans les bureaux de l'EDBM, les créateurs d'entreprises sont invités à saisir les informations de la société à créer et soumettre les documents associés pour vérifier la recevabilité du dossier. Ils seront aussi informés du montant exact des frais de création selon chaque cas et obtiendront un rendez-vous pour le dépôt de dossier, ce qui évitera le temps d'attente au guichet.

Pour pouvoir soumettre son dossier, l'utilisateur doit disposer d'une version numérique de ses documents justificatifs. Pour cela, l'EDBM lui conseille de scanner vos documents signés et de choisir le format pdf. Dans le cas où il y a plusieurs pages, il est utile de les rassembler dans un seul fichier. Il pourra alors vérifier s'il a tous les documents à produire selon sa situation en cliquant sur un bouton puis en sélectionnant la forme juridique choisie.

Ceci est une première étape vers un processus de création totalement digitalisé. Le but, à ce stade, est de confirmer la gestion de la soumission en ligne des dossiers et d'améliorer l'accueil des usagers avec l'attribution de rendez-vous individualisés. D'après le Directeur Général de l'EDBM, Andry Ravalomanda, depuis deux ans, l'EDBM collabore étroitement avec e-gouvernance MG (EGM)/PRODIGY dans le cadre du projet de digitalisation de la création d'entreprises et de mise en œuvre de l'identifiant unique. Et d'ajouter qu'étant donné la multiplicité des projets et des besoins, l'appui de l'Union européenne à travers le projet PRECI contribuera de manière significative à l'accélération des activités de l'organe qu'il dirige et de ses partenaires.

Que ce soit pour la création d'entreprises ou pour les autres services, Madagascar ambitionne d'atteindre des objectifs particulièrement ambitieux à travers l'e-gouvernance dans une échéance particulièrement courte. « Si on arrive à garder le rythme des quatre premières années, nous pourrions atteindre sans mal cet objectif de huit à dix ans », soutient Andriantseheno Balisama, coordonnateur général du Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA).

Néanmoins, selon toujours le coordonnateur du PREA, sans l'adhésion de la population, cette réforme ne serait qu'utopie pour nos dirigeants. C'est ainsi que le programme sera accompagné par une grande campagne de communication, dont l'objectif est de mettre en exergue les avantages des changements tant pour la population malgache que pour l'administration publique. Les agents de la fonction publique seront aussi sensibilisés.

Artisanat : 10 millions d'euros de recettes d'exportation en 2020

RIANA R. | LES NOUVELLES | 15 JUIN 2021

Les recettes d'exportation des produits artisanaux malagasy enregistrées en 2020, s'élèvent à 10 millions d'euros, selon les chiffres avancés par le ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica). Ce dernier note la bonne performance de ce secteur en dépit de la crise sanitaire. Toutefois, ces chiffres restent inférieurs à la valeur des exportations enregistrée par ce secteur en 2019 (17 millions d'euros). Dorénavant, le Mica entend multiplier les actions visant

à développer et professionnaliser le secteur de l'artisanat dans le pays. Il compte renforcer les capacités des artisans, organiser des séances de formation technique ou encore délivrer des cartes professionnelles. Ce département ministériel prévoit en outre de construire une cité des métiers et des villages artisanaux pour renforcer la visibilité des produits artisanaux locaux. 482.929 personnes exercent le métier d'artisans en tant qu'activité principale à Madagascar, d'après le recensement



réalisé par l'Instat. Pour le Mica, « La filière artisanat contribue largement à la réduction du taux de chômage dans le pays ».

Projet minier – Clin d’œil de Rio Tinto-QMM à l’État

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JUIN 2021

Le PDG du projet d'extraction d'ilménite dans l'Anosy a participé au colloque régional pour l'Émergence du Sud.

MALMENÉE, mais la tête gardée haute. C'est en substance le message essentiel lancé par Ny Fanja Rakotomalala, PDG de la société Qit Minerals Madagascar (QMM). Le colloque régional pour l'Émergence du Sud qui s'est déroulé à Tolagnaro les 11 et 12 juin, a permis au secteur privé de s'exprimer et à Rio Tinto-QMM de faire connaître « ses réalités ». La société Rio-Tinto a préféré le silence depuis la décision de l'État de procéder à l'audit de ses comptes, issu de la demande d'une troisième recapitalisation en novembre 2019. L'État, actionnaire à hauteur de 20% dans le capital de la société minière, a déclaré ne plus pouvoir s'endetter par la recapitalisation de 92 millions de dollars, les précédentes se chiffraient déjà à 77 millions de dollars, mais toutes impayées. L'État a demandé des détails sur la partie financière, les investissements, l'organisation en général, les questions de dividendes qui n'ont jamais été partagées, et l'annonce des bénéfices réels, avant de prendre une décision qui devait être connue dans les vingt-quatre mois suivant la demande de recapitalisation. Le ministère des Mines a annoncé le recrutement d'un cabinet d'audit pour



Ny Fanja Rakotomalala, PDG de QMM, a fait partie des panelistes du secteur privé dans la région Anosy.

le faire, mais dont le processus n'a pas encore abouti. Le contrat reliant des deux parties expire en outre en 2023. En attendant, la société dit améliorer sa production annuelle d'ilménite partant de 470 000t actuellement à 700 000t très prochainement.

Ouverture

« Quatre conditions majeures ont été exigées au début de l'implantation du projet. La disponibilité réelle et la qualité des produits, des lois et textes juridiques régissant et garantissant le projet, l'inclusion du projet dans le Programme régional de développement de la région Anosy, et la mise en place d'un organisme indépendant qui scrute les impacts économiques et sociaux du projet et enfin la transparence à travers l'EIT! » a expliqué le PDG de QMM.

En douze ans d'activités, la société dit

ne pas regretter d'avoir investi dans l'exploitation d'ilménite de Mandena. « Malgré les nombreux défis et diverses difficultés que rencontre QMM, le projet vaut le coût. Deux mille emplois directs et onze mille emplois induits. Et nous avons enregistré une performance financière. Nos produits sont parmi les meilleurs dans le monde et malgré la rude concurrence avec l'Australie, l'Amérique du Nord, l'Afrique, l'ilménite de Fort-Dauphin est très bien perçue en Chine », rassure-t-il devant le Premier ministre, des membres du gouvernement, des parlementaires et les invités à la conférence.

En dernier clin d'œil, il a été annoncé que des projets d'exploitation d'énergie solaire et éolienne par QMM, respectivement de 12Mw et de 8Mw sont prévus pour améliorer l'approvisionnement en électricité de la ville de Tolagnaro. La compagnie a parlé de l'existence de 500ha de forêt pour restaurer l'environnement touché par l'exploitation. Enfin, le ministre de l'Économie, dans son intervention, a proposé de transformer le port d'Ehoala en port franc. Ce que QMM n'a pas refusé.

Etoiles montantes de la Star: promouvoir la valeur du travail et du mérite

ARH. | LES NOUVELLES | 16 JUIN 2021

Le programme « Etoiles montantes » de la Star compte quatre nouveaux bénéficiaires. Ils viennent s'ajouter aux sept aînés bénéficiaires d'avant. Ce programme vise à la fois à récompenser l'excellence scolaire des enfants et soutenir les parents collaborateurs de la Star dans la prise en charge des frais universitaires de leurs enfants.

Après avoir brillamment réussi le baccalauréat session 2020 avec une mention « Bien » ou « Très bien » et au terme des différentes étapes de sélection en interne, ces quatre méritants bénéficient des primes et/ou des bourses offertes par la Star cette année. L'entreprise souhaite ainsi promouvoir la valeur du travail et du mérite auprès de ces jeunes diplômés et affirme son engagement auprès de ces

derniers en les encourageant à poursuivre leurs objectifs de vie. La Star continue également d'accompagner et soutenir les sept aînés bénéficiaires du programme Etoiles montantes afin de les pousser à toujours se surpasser jusqu'à la fin de leur cursus en Master 2. En tant qu'entreprise responsable, la Star tient à apporter sa contribution afin que les jeunes qui seront les acteurs du développement de demain, puissent réaliser leur rêve et assurer ainsi un avenir meilleur pour le pays. La cérémonie officielle de présentation de ces nouvelles Etoiles montantes a eu lieu le vendredi 11 juin au siège de la Star en présence de Famenontsoa Rakotomalala, directeur des Ressources humaines, les parents des bénéficiaires ainsi que les aînés bénéficiaires du programme.

Jirama: le tarif Optima, présenté aux consommateurs

RIANA R. | LES NOUVELLES | 16 JUIN 2021

Les dirigeants de la Jirama ont rencontré les associations de protection des consommateurs afin de présenter le nouveau tarif Optima, opérationnel depuis le début du mois.

A l'issue de la rencontre qui s'est déroulée le 14 juin, une convention de partenariat a été signée entre la Jirama et quatre associations de protection des consommateurs.

La nouvelle grille tarifaire et ses enjeux sur l'avenir de la compagnie d'eau et d'électricité ont été expliqués à cette

occasion. Le PCA de la société, Solo Andriamanampisoa, a notamment mis l'accent sur « les efforts entrepris par la Jirama en vue de son redressement financier ». Egalement présent à cette rencontre, le directeur général de la compagnie Vonjy Andriamanga a présenté d'autres projets en cours permettant d'améliorer les services proposés aux usagers. Il s'agit notamment des travaux de réhabilitation des conduites d'eau dans la capitale, le lancement des branchements Mora...



Vonjy Andriamanga a également annoncé la mise en service imminente de Mandroseza II d'une capacité de 43.000 m3 par jour.

Du nickel et du cobalt pour les voitures électriques : Ambatovy en très bonne position

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 16 JUIN 2021

« Faire de 2021 une année de performance après une année 2020 catastrophique ». C'est le principal objectif d'Ambatovy, l'industrie minière spécialisée dans la production de nickel et de cobalt, pour cette année de production. Cette industrie a effectivement repris la production le 23 mars dernier, presque une année après la mise en arrêt, pour raison d'entretien et de maintenance, de sa mine située à Moramanga et de son usine à Toamasina. Et avec les perspectives encourageants du marché, et ce, malgré la pandémie de coronavirus, Ambatovy entend bien en profiter pour soutenir son redémarrage.

Le marché des véhicules électriques est en pleine expansion depuis l'année dernière, principalement en Europe, grâce aux mesures de soutien gouvernemental à l'endroit du marché de l'automobile en cette période de pandémie. « L'an dernier, la vente de véhicules à recharge électrique dans l'UE a augmenté de 169,7 %, soit 1 045 831 unités. Ainsi, le volume de vente des voitures électriques a représenté 10,5 % de celui des voitures particulières dans l'UE, contre seulement 3 % en 2019. En parallèle, la vente de véhicules hybrides a progressé de 59,4 %, soit 1 182 792 unités », détaille un média international. Ce marché est en croissance rapide, surtout au vu des enjeux environnementaux. Comme l'industrie des véhicules électriques est un grand consommateur de nickel et de cobalt, cela ne présage que de bonnes nouvelles pour les activités d'Ambatovy. « A mesure que la demande de voitures électriques augmente, les acheteurs voudront s'assurer que le nickel et le cobalt proviennent de sources responsables et sont produits de manière durable. Ambatovy est en très bonne



position pour le démontrer », se réjouit Stuart Macnaughton, président d'Ambatovy.

Même si les efforts sont concentrés aujourd'hui sur la préparation du redémarrage de la compagnie, Ambatovy reste toujours engagée dans la démarche de durabilité.

« Nous avons une exploitation très complexe qui permet la production de nickel et de cobalt de haute qualité et purs à 99,9 %. Seuls quelques projets de nickel et de cobalt latéritiques en produisent avec cette qualité », renchérit le premier responsable de l'industrie minière. De ce fait, les produits d'Ambatovy sont tout à fait adaptés à la fabrication de batteries pour les véhicules électriques. La compagnie s'adaptera ainsi au fur et à mesure de l'évolution du marché.

Centrale solaire d'Ambatolampy: la capacité sera doublée d'ici la fin de l'année

RIANA R. | LES NOUVELLES | 16 JUIN 2021

La capacité de la station photovoltaïque d'Ambatolampy devrait doubler d'ici la fin de l'année. La Jirama et la société Green Yellow Madagascar ont signé l'accord d'extension de la centrale solaire. Les travaux débutent à partir de ce mois.

Un nouvel investissement de 17 millions d'euros sur la centrale d'Ambatolampy. La Jirama et la société Green Yellow viennent de signer un nouvel accord portant sur l'extension de la centrale solaire.

Cette dernière affiche actuellement une capacité de 20 MWc. Et, le projet d'extension doublera sa capacité pour atteindre 40 MWc. Les travaux ont démarré début juin 2021, avec une mise en service d'ici la fin de l'année.

D'après la Jirama, cette nouvelle extension permet de réduire de manière significative les coûts de production dans le cadre de son plan de redressement. Elle appuie davantage le projet de transition énergétique de la compagnie.

Les acteurs financiers qui ont supporté la première phase du projet ont unanimement annoncé leur intention de participer au financement de cette seconde phase, selon le groupe Axian, actionnaire principal de Green Yellow Madagascar. Ces partenaires sont, entre autres, la Société Générale, Guarant Co, la branche « garantie » de la société Private infrastructure development group (PIDG) et l'African guarantee



fund, mais aussi la BMOI ainsi que la BNI Madagascar.

Pour rappel, cette centrale a fait l'objet d'un refinancement de 16,2 millions d'euros en octobre 2020. Le groupe Axian en a acquis 51% des parts dans la structuration de cette transaction.

Energie propre. Pour Hassanein Hiridjee, PDG du groupe Axian, « Cette extension de la centrale d'Ambatolampy s'inscrit pleinement dans nos objectifs d'augmenter l'accès à l'énergie, en produisant une énergie propre et

durable pour la population malagasy ».

La centrale d'Ambatolampy s'étend sur une superficie de 28 hectares. Elle est composée de 73.000 panneaux photovoltaïques actuellement.

Elle alimente près de 50.000 ménages connectés sur le Réseau interconnecté d'Antananarivo (Ria), ainsi que des zones industrielles de la capitale et de la ville d'Antsirabe. La production des 20 MW supplémentaires nécessite l'installation de 70.000 autres panneaux solaires sur le site.

Traçabilité des bovidés : Les paysans conquis par le projet LITS

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 15 JUIN 2021

Indispensable. La digitalisation est devenue une nécessité pour permettre à la filière bovine, un des éléments-clé de l'économie du Grand Sud en particulier de Madagascar en général de se développer. Une digitalisation qui conquiert visiblement les paysans qu'il faut sensibiliser davantage.

Atallah Arlène Luaidi Maire de la commune rurale d'Ankaramena et en même temps éleveuse de bovins ne sait plus sur quel pied danser. Elle en a visiblement assez des complications provoquées par la multitude de paperasserie à obtenir et à remplir pour la fiche individuelle de bovidé (FIB), le sésame pour permettre d'exercer le métier d'éleveur.

Magouilles. La rencontre organisée entre des autorités communales et des éleveurs de la Région Anôsy d'une part et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage représenté par le Directeur Général de l'Élevage Tsiry Andriamahatola Lezoma de l'autre, était une occasion pour cette élue de dénoncer, une fois de plus les inconvénients du traditionnel circuit FIB. Mara Jean Paul, un autre participant à cette réunion, lui, dénonce les magouilles qui tournent autour du FIB. « A pratiquement toutes les étapes du circuit, on est obligé de payer pour obtenir le FIB. Et encore, il nous faut dans certains cas obtenir un document complémentaire », se plaint-il. Pire, la différence de dialecte entre certaines localités peut fausser les données. Par exemple, entre deux localités la dénomination de la couleur du zébu entre « lemainty et lemaitso » peut porter à confusion. En somme, le système actuel basé sur la paperasserie et une démarche administrative excessivement lourde est appelée à disparaître et les autorités communales et les éleveurs présents lors de cette réunion ont été immédiatement conquis par le nouveau système de traçabilité présenté lors de cette séance.

Inédite. Une démarche inédite qui a



La Maire de la Commune rurale d'Ankaramena a démontré les inefficacités de paperasserie dans le circuit de commercialisation de la filière bovine.

permis à ces éleveurs de s'imprégner des réglementations de l'élevage en général et de la filière bovine en particulier. Et surtout d'en apprendre un peu plus sur le projet LITS ou Livestock Identification and Trace-back System (LITS). Un projet de mise en place d'un système d'identification et de traçabilité du bétail, plus particulièrement pour le cheptel bovin. Après une brève présentation des textes réglementaires sur la filière bovine, le Directeur Général de l'Élevage a insisté sur la présentation du projet LITS un système d'identification et de traçabilité infalsifiable basé sur la mise en place de boucles et de puces électroniques sur les bovins. Le projet pilote concerne 100.000 têtes de bovidés dans les régions Ihorombe, Anosy, Androy et Atsimo-Andrefana. L'objectif principal étant de sécuriser complètement la filière et d'accélérer les procédures, grâce à la digitalisation. Ce qui a surtout intéressé les éleveurs et les autorités qui ont participé à cette rencontre, c'est cette idée d'abandonner la version papier de la fiche individuelle de bovidés. Par ailleurs, ces éleveurs se sont réjouis du fait que les boucles qui seront utilisées dans ce projet sont de plus petite taille et plus légères.

En effet, les boucles qui sont utilisées actuellement présentent l'inconvénient d'être lourdes et blessent les oreilles des bœufs quand ces derniers sont utilisés pour le travail des champs. Ce qui, d'après les paysans, entraîne une baisse de la valeur marchande des bovidés.

Incontournable. A propos de valeur marchande justement, l'autre grand intérêt de ce projet LITS est la professionnalisation de la filière bovine afin de parvenir à un élevage tourné vers l'exportation. Et partant de permettre aux paysans de gagner beaucoup plus de revenus. Or, pour pouvoir exporter, la traçabilité est incontournable car tous les importateurs de bovidés dans le monde l'exigent.

A noter que le projet LITS qui est financé par la Société Financière Internationale du groupe de la Banque Mondiale, va de paire avec d'autres initiatives du gouvernement malagasy à travers le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. On peut citer, entre autres, le projet de croisement des bovidés du Sud avec d'autres races malagasy de qualité comme le Renintelo ou le Manjan'i Boina. Par ailleurs, le Président de la République a déjà annoncé l'importation de 100.000 semences de la race Limousine pour un croisement avec les bovins de race locale. En tout cas, cette démarche de présentation et de débats avec les autorités et les éleveurs locaux a le mérite d'avoir mis ces derniers au parfum de ce projet qui est appelé à révolutionner la filière bovine dans le Grand Sud, cette région si chère au Président de la République qui vient de lancer le programme Emergence Sud Madagascar.

Billets de banque: Echange possible jusqu'au 30 juin

ARH. | LES NOUVELLES | 16 JUIN 2021

Les usagers disposent désormais de 15 jours pour échanger les anciens billets de banque auprès des guichets de la Banky foiben'i Madagasikara (BFM). Actuellement, les billets émis par cette institution en 2017 sont les seuls billets ayant cours légal sur le territoire malagasy. Dans une communication faite une nouvelle fois cette semaine, la BFM rappelle au public que les échanges des anciens billets « de type 2003-2004, dont le cours légal a pris fin le 31 décembre 2019, s'effectuent

encore auprès des guichets de BFM uniquement jusqu'au 30 juin 2021 ». Elle précise également que ces billets sont échangeables auprès des guichets de BFM (Ambatondrazaka, Antalaha, Sambava, Antananarivo, Antsirabe, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Manakara, Maroantsetra, Miarinarivo, Morondava, Nosy Be, Taolagnaro, Toamasina et Toliara).

La banque centrale tient notamment à souligner que les valeurs des nouveaux et anciens billets sont identiques et



les échanges sont totalement gratuits. La présentation d'une carte nationale d'identité valide est la seule condition d'échange demandée.

Filière vanille - La Région d'Anosy reprend du poil de la bête

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 16 JUIN 2021

Miser sur la qualité. C'est sur ce leitmotiv que la campagne de vanille pour la Région d'Anosy a été lancée avant-hier dans la Commune de Mahatalaky. Selon un producteur local, « la plateforme d'Anosy ne peut pas encore rivaliser avec les autres en terme de qualité dans la mesure où elle n'a été remise en marche que depuis quelques années. Cependant, il s'agit pour nous de garder la qualité qui a fait notre renommée, et cela de manière à entamer une campagne fructueuse ».

La Plateforme régionale de concertation et de pilotage de la filière vanille ou PRCP Anosy a été relancée en 2018. La Région présente une potentialité non négligeable d'au moins 50 tonnes de vanille verte, soit quelque 15 tonnes de produits exportables par an, selon le résultat des observations effectuées lors de cette relance de la plateforme. Pour cette Région, la mise en place d'un projet de partenariat avec l'ONG Sahanala a permis à 260 producteurs de vanille de trouver preneur pour leur récolte. L'idée étant de maintenir la qualité de production tout en recherchant de nouveaux débouchés



dans un esprit de durabilité.

Convaincante

Selon notre producteur, « La première campagne "test" de l'année dernière, pour 1,5 tonnes de vanille verte, a été très convaincante en terme de qualité avec 80 % de gousses longues, chacune mesurant 11cm avec un taux de vanilline moyen de 2,2 ». Grâce à ce partenariat avec l'ONG, l'augmentation de la demande en produit agricole au niveau local sera aussi un levier économique pour ce futur bassin de production. Connu pour être l'un des principaux exportateurs de vanille en agriculture biologique et commerce équitable, l'ONG Sahanala compte également

s'ouvrir à d'autres productions dans la Région comme celle de baie rose, une autre opportunité pour améliorer la résilience des producteurs.

Dans ces partenariats, les producteurs sont actionnaires de l'entreprise Sahanala. Pour ce faire, l'installation d'une usine de transformation est envisagée en dehors des zones de commercialisation habituelles, de quoi réjouir les producteurs de ces Communes rurales. Mais en attendant, la préparation de la vanille pour cette campagne s'effectuera comme l'année dernière, notamment sur le site d'Ampasimena, dans le bureau de l'unité de gestion de l'aire protégée et au plus près des producteurs. En somme, pour cette année, la Région d'Anosy enregistre ces quelque 200 producteurs, une production estimative de 1,5 tonne de vanille verte pour la zone nord de la Région, ainsi qu'une majorité de parcelles jeunes encore non productives. Et dans cette même optique de développement de la filière, Sahanala s'impose comme objectif d'atteindre 56 tonnes de vanille verte pour 650 producteurs d'ici 5 ans.

Routes nationales : Le calendrier des travaux dans le grand Sud, publié par le MATP

ANTSIA R. | MIDI MADAGASIKARA | 16 JUIN 2021

Les travaux d'infrastructures routières se multiplient à travers la Grande-île. Alors que plusieurs projets de reconstruction et de réfection de routes sont entrepris en grand nombre, depuis les deux dernières années, d'autres travaux sont en lancement dans le sud, selon le calendrier publié par le MATP (Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Travaux Publics). Dans les régions Androy et Anosy, il s'agit des routes nationales 10, 12 et 13. « Pour la RN13, les travaux sur l'axe Betroka - Ihosy commenceront au mois d'août 2021, et sur l'axe Taolagnaro - Ambovombe au mois d'octobre 2021. Les travaux sur la RN12A, notamment sur l'axe Taolagnaro - Vangaindrano, ainsi que le pont d'Ebakiky et Manambondro, seront également lancés en octobre.

Enfin, entre Andranovory et Ampanihy, sur la RN10, les travaux débuteront en mai 2022 », a indiqué le ministère. A noter que dans le secteur des travaux publics, le grand Sud de Madagascar est choisi comme prioritaire, pour les travaux de construction et de réhabilitation des routes. Trois grands projets sont actuellement en cours, sur cette partie, notamment le Projet PACFC (Projet d'Aménagement de Corridors et de Facilitation de Commerce), le Projet PACT (Projet d'Appui à la Connectivité des Transports) et le projet de réhabilitation de la RN13.

Financements

Plusieurs partenaires de développement sont engagés dans les projets de réhabilitation d'infrastructures routières, dans le sud. Outre la RN9,

la Banque africaine de développement (BAD) prend également la réhabilitation d'une partie de la RN12A, reliant Taolagnaro à Vangaindrano. Une autre partie de cette même route nationale est prise en charge par la Banque Mondiale, à travers le projet PACT. En ce qui concerne la RN13, le projet est financé par l'Union Européenne, pour l'axe Taolagnaro - Ambovombe. Par ailleurs, l'Etat Malagasy a également investi 9 milliards Ariary pour la réhabilitation du tronçon reliant Ihosy à Betroka. Enfin, sur la RN10 reliant Ampanihy à Ihosy, la réhabilitation est également priorisée par l'Etat, avec un financement de la Banque Mondiale à hauteur de 400 millions USD, dont 200 millions USD alloués au tronçon Andranovory - Ampanihy.

Nouvelle ville : début des tracés sur Tanamasoandro

RIANA R. | LES NOUVELLES | 17 JUIN 2021

Le traçage de la voirie sur la future nouvelle ville Tanamasoandro à Tsimahabeomby Imerintsiosika a débuté hier. Le vice-ministre en charge des nouvelles villes, Angelo Zasy, a été sur place pour lancer les travaux. Après le début de la construction des 240

logements sur le quartier de transition entre l'actuelle ville d'Imerintsiosika et Tanamasoandro, les travaux sur ce projet présidentiel se poursuivent par la construction de la voirie.

Angelo Zasy a également avancé que l'actuelle cité administrative d'Anosy

sera entièrement délocalisée vers la nouvelle ville. Quant aux logements, « Des ajustements du prix de vente des futurs logements sont en cours. La ville a une capacité de plus de 50.000 logements », d'après toujours le vice-ministre.

Foire internationale de Madagascar - Déjà 25 000 visiteurs sur la plateforme eFIM

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 17 JUIN 2021

Pari réussi pour les organisateurs. Un mois après son lancement, l'eFIM, la version en ligne de la Foire internationale de Madagascar (FIM) enregistre déjà plus de 25 000 visiteurs issus des quatre coins du globe. « En effet, grâce à la nouvelle technologie, nous pouvons aujourd'hui établir une cartographie des visiteurs internationaux de notre plateforme. Nous savons que des acteurs économiques de l'Allemagne, du Canada, des Comores, de Maurice ou encore de Dubaï et de Singapour sont passés par l'eFIM. En tout, une quinzaine de pays sont concernés. Une prouesse absolument inédite et inégalée par n'importe quel événement économique à Madagascar et dans la région indianocéanique », se réjouit Michel D. Ramiaramanana, président du comité d'organisation de la FIM, en dressant un bilan provisoire de l'eFIM. Cet intérêt porté à l'égard de la plateforme de la FIM l'a ainsi poussé à élargir ses horizons et à devenir une plateforme multilingue. Pour conforter



la structure et le positionnement international de l'eFIM, la plateforme numérique et traduite en huit langues à savoir l'Allemand, l'Anglais, le Chinois, l'Espagnol, le Français, l'Italien, le Malagasy, le Portugais, proposant ainsi des perspectives et des ouvertures sur de nombreux marchés. Cet engouement des visiteurs contribue ainsi à l'objectif de « Madagascar ouvert au monde

». « De plus, la tendance exportatrice reste le fondement d'une économie de l'émergence, tout en favorisant le maintien voire le renforcement de l'ariary face aux devises étrangères », rajoute ce responsable. Rétablir la balance du commerce extérieur en faveur de Madagascar reste actuellement un objectif macroéconomique à atteindre.

Coopération malgache-iranienne : plusieurs marchés à exploiter

RIANA R. | LES NOUVELLES | 17 JUIN 2021

La République d'Iran compte renforcer les échanges avec le gouvernement malgache. Le chargé d'affaires de son gouvernement à Madagascar, Ali Bakhshi Hassan, annonce que ce pays est « ouvert au dialogue » pour de futures coopérations bilatérales.

La mission diplomatique iranienne est présente à Madagascar depuis maintenant 40 ans. Les échanges entre les deux pays sont toutefois restés timides. « Madagascar peut tirer des expériences iraniennes dans les secteurs de l'agriculture, la pêche, la médecine et la construction. De plus, l'Iran a 15 pays voisins. Accéder au marché iranien qui compte actuellement 83 millions de populations ouvrira Madagascar à

d'autres marchés allant jusqu'à 300 millions de consommateurs », précise le chargé d'affaires à Madagascar. Il rajoute que ce pays présente un fort potentiel pour les produits malgache, entre autres le café, le cacao, la vanille et l'arachide.

Sur ce point, les exportations des produits de rente malgache vers l'Iran ont un avenir. Le premier conteneur de cannelle malgache vient de partir vers ce pays récemment. Il en est de même pour le convoi de vanille et d'arachide. Ces exportations devront servir d'échantillons pour faire découvrir les produits de la Grande île aux consommateurs iraniens. L'Iran souhaite également renforcer la coopération

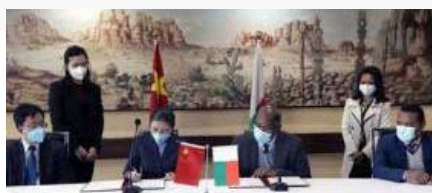


avec Madagascar dans d'autres secteurs, tels que le tourisme. « Nous prévoyons d'amener des personnels du média iranien à Madagascar pour voir le potentiel touristique du pays », enchaîne Ali Bakhshi Hassan. Avant d'ajouter que des investisseurs iraniens « envisagent également de venir ici ».

Reprise post-covid : 53 milliards Ariary de la Chine

VELO GHISLAIN | MA-LAZA | 17 JUIN 2021

Un accord de coopération économique et technique entre le gouvernement de la République de Madagascar et le gouvernement de la République Populaire de Chine a été acté au ministère des Affaires étrangères, mardi dernier. Il concerne un don sans contrepartie d'un montant 90 000 000 de Yuans, soit l'équivalent de 53 milliards d'ariary, qui servira à financer des projets à déterminer par les deux gouvernements. Ce don vise à soutenir les efforts du gouvernement malgache dans le cadre de la reprise économique post-Covid-19.



Midi Madagascar

Pour le Chef de la diplomatie malgache, le ministre Djacoba Oliva Tehindrazanarivelo, le soutien de la Chine à Madagascar « mérite d'être salué car il vient en appui aux efforts du gouvernement malgache dans la mise en œuvre de projets structurants et concrets en faveur de l'amélioration

de la vie quotidienne de la population malgache et d'un développement durable et partagé de Madagascar ». Dans son discours, SEM Guo Xiaomei, ambassadeur de la République populaire de Chine a souligné que « la Chine reste aux côtés de Madagascar dans la mise en œuvre de l'IEM du président Rajoelina à travers la mise en chantier des projets de coopération économique et technique dans les domaines des infrastructures, de la santé publique, de l'éducation et de la lutte contre la covid-19 pour un résultat économique et social positif ».

Projet de loi de finances rectificative – 60 milliards d'ariary de plus pour le social

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 17 JUIN 2021

Les députés ont eu la primeur du Projet de loi de finances rectificative, PLFR. Une procédure tout à fait logique et normale. L'actuelle session des parlementaires est baptisée, à juste titre, budgétaire. Des pensionnaires du palais de la démocratie à Tsimbazaza ont alors dévoilé quelques traits essentiels du PLFR, cette fois-ci conçu et élaboré sous la supervision du Fonds monétaire international, FMI. Qui ne tarderait pas à envoyer ses émissaires pour l'habituelle évaluation semestrielle ou trimestrielle. Ainsi, selon des bribes d'informations recueillies chez des députés, les secteurs sociaux – éducation nationale, eau, hygiène et assainissement, santé publique, population et promotion des femmes ont obtenu 60 milliards d'ariary supplémentaires. Cette générosité est-elle conforme à l'une des recommandations du FMI qui s'attend à des allocations plus conséquentes à ces domaines qu'il juge prioritaire? Un de ses experts a remarqué que l'éducation nationale ne bénéficie que 15% du budget général.

Avancée majeure. Alors que le minimum requis serait de 20%. Ces quatre préoccupations longtemps délaissées au profit d'autres futilités n'ont qu'une miette du PIB. 4 à 5%. Ce qui a toujours scandalisé les activistes de la société civile, toujours très critiques à l'encontre des projets de loi de finances, initiale ou rectificative, qu'importe. Ils vont tenir ce jour une conférence de presse.

Notre source ajoute aussi que les financements grands projets pour extirper les populations de l'engrenage de la famine des régions Androy et Anosy, décidés lors du Colloque de la semaine passée, seraient déjà inclus dans les dépenses d'investissement public du PLFR. Ce qui constitue une avancée majeure. L'expression « gouverner c'est prévoir »



Le ministre des Finances Richard Randrimandrato.

trouve ici sa vraie signification. Au sens noble de l'expression. Sur un plan plus global, le taux de croissance de l'économie en termes réels du PIB atteindrait les 4,3%. Contre 4,5 pour les prévisions originelles. Le PLFR a ainsi abondé dans les convictions du Premier ministre Christian Ntsay lors de son rapport de l'exercice 2020 devant les députés. Il reste à savoir comment réaliser une telle performance. Après une régression de 3,2% l'an passé. Les activités touristiques, par exemple, une des mamelles nourricières de cette croissance, n'ont pas encore repris, à cause de la fermeture des frontières aériennes. La clientèle locale ne peut pas substituer aux apports financiers apportés par les visiteurs étrangers. Les bailleurs de fonds, moins emballés que ceux qui ont « enfanté » ce PLFR, misent sur une progression de 2 à 3,2%. Suivant les traditionnelles règles prudentielles

Port d'Ehoala: des opérations de cabotage national en vue

N. R. | LES NOUVELLES | 17 JUIN 2021

La crise du Covid n'a pratiquement pas eu d'impact sur les activités du port d'Ehoala, dans la mesure où le transport de marchandises ne s'est jamais interrompu. Ce port – qui a reçu la visite du ministre de l'Economie et des finances lundi, au lendemain du colloque régional sur l'Emergence du Sud – compte même élargir le champ de ses activités.

Parmi les nouvelles activités, des opérations de cabotage national pour les navires battant pavillon malagasy au niveau du port d'Ehoala. La concrétisation du projet est en cours et en attente de la validation de l'autorité de tutelle à savoir l'Agence portuaire, maritime et fluviale (APMF) et, dans cette même optique, la mise en place d'une tarification en ariary est actuellement à l'étude.

L'objectif est, entre autres, de soutenir le développement régional en facilitant les flux de marchandises qui existent notamment entre ports malagasy, en l'occurrence Ehoala et Toamasina. Un quai bien distinct a d'ailleurs déjà été aménagé au cœur du port afin d'accueillir les opérations de chargement et déchargement.

Le port d'Ehoala ambitionne également de devenir un hub dans l'océan Indien, autrement dit un port d'éclatement grâce à son tirant d'eau de 15 mètres, le plus profond de la région. Des

marchandises en provenance de l'Asie du Sud-est, par exemple, pourraient y être transbordées par des navires videurs, pour ensuite être acheminées vers leur destination finale, notamment dans la zone océan Indien et en Afrique.

PPN. A noter qu'en raison de la crise sanitaire mondiale, l'arrivée du dernier bateau de croisière au port d'Ehoala remonte à 2019. Entretemps, l'envoi pour exportation de produits miniers de la région, ainsi que ceux de Qit minerals Madagascar (QMM), n'a pas discontinué. Pareillement pour l'arrivée de navires cargos, que ce soit de marchandises conteneurisées ou en vrac, mais désormais conformément à un protocole sanitaire rigoureux.

Ceux-ci transportent notamment des matériaux de construction, pièces détachées, mais les marchandises qui arrivent le plus régulièrement au niveau du port sont les produits de première nécessité, dont le riz. Ces PPN sont principalement destinés



à la consommation régionale mais également importés par les organismes internationaux qui viennent en aide aux populations du Sud.

Enfin, au titre des autres projets en développement au sein du port figurent l'exploitation du Parc Ehoala, une zone préaménagée de 400 ha où se sont déjà installés quelques opérateurs, mais où d'autres sont encore attendus, ainsi que l'utilisation d'énergies renouvelables (solaire et éolienne de 8 et 12 mégawatts) dont la construction des infrastructures est prévue au troisième trimestre de cette année.

Ministère de l'Énergie et des hydrocarbures : deux réalisations présentées à l'Assemblée nationale

RIANA R. | LES NOUVELLES | 18 JUIN 2021

Christian Ramarolahy, ministre de l'Énergie et des hydrocarbures, n'a pas pu assister à la séance plénière pour le rapport d'exécution de son département devant les parlementaires, hier. Andry Ramaroson, directeur général de l'énergie au niveau de ce ministère l'a remplacé et a annoncé que le ministre était absent « pour raison de santé ».

Durant sa prise de parole, le directeur général a présenté comme réalisations, l'éclairage public et l'équipement en groupes électrogènes des établissements de santé.

4687 pièces d'équipement solaire destiné à l'éclairage public, sont à distribuer dans toutes les régions, avec comme priorités les sites touristiques, la région Sud de Madagascar et les routes nationales. Andry Ramaroson a invité les députés à récupérer les équipements destinés à leur district respectif auprès du ministère étant donné que 1587 kits y sont encore disponibles actuellement.

Andry Ramaroson a également évoqué la mise en place de huit groupes électrogènes au niveau des centres hospitaliers des régions Analamanga, Itasy et Alaotra Mangoro afin d'anticiper d'éventuelles coupures de l'électricité. Après la



prise de parole de ce responsable, le directeur général de la Jirama, Vonjy Andriamanga, a pris le relais pour aborder le cas de la compagnie d'eau et d'électricité.

Air France – Air Madagascar : Vers un règlement à l'amiable du litige qui oppose les deux compagnies

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 18 JUIN 2021

Le litige entre Air Madagascar et Air France aboutira-t-il à une solution à l'amiable ? Apparemment, ce sera le cas. En effet, dans un article publié le 15 juin dernier par Jeune Afrique Business +, il est notamment question d'un éventuel arrangement entre les deux compagnies. La Cour d'Appel demande aux deux parties de s'entendre. En somme, on s'achemine vers un règlement à l'amiable.

L'affaire devrait être réglée dans le cadre d'une médiation selon Jeune Afrique Business +. « Selon un arrêt de la cour d'appel de Paris de début mai, dont Jeune Afrique Business + a pris connaissance, les deux sociétés aériennes sont invitées à s'entendre, « dans le cadre d'une médiation », d'ici la fin de juin 2021 ».

Rétrospective

L'article de Jeune Afrique Business + fait une rétrospective de cette affaire « Le conflit entre les deux transporteurs remonte à 2018, à la suite de l'achat par Air Madagascar, en juin 2012, de deux avions Airbus A340 appartenant à Air France. Les deux compagnies s'affrontent depuis trois ans sur le montant réclamé par le pavillon français au titre de cette transaction. Au cœur du litige, la question de la propriété des appareils en question et les conditions de leur location-vente. Air Madagascar a assigné Air France devant le tribunal de commerce de Paris, le 20 août 2018. Le 17 octobre 2019, ce dernier a débouté Air Madagascar et l'a condamné à payer à Air France « 19 millions d'euros assortis des intérêts légaux à compter du 6 juin 2018 avec anatocisme », et « 60 000 euros au titre du Code de procédure pénale ». Déjà en difficulté avec son partenaire stratégique de l'époque - Air Austral -, Air Madagascar a fait appel dudit verdict dès le 24



Air Madagascar et Air France sont condamnées à s'entendre.

octobre 2019. Les deux parties ont présenté leurs conclusions respectives fin janvier 2021 pour Air Madagascar et mi-février 2021 pour Air France. La cour présidée par Edouard Loos a constaté que la quasi-totalité des pièces produites sont en langue anglaise. Les juges ont relevé que les deux contrats de vente contestés ne sont pas traduits. Il y a donc différentes interprétations des termes. Aussi, la cour a-t-elle estimé qu'elle devait nécessairement disposer d'« une traduction de l'intégralité des contrats et de leurs avenants sans se limiter aux extraits choisis par les parties ». En attendant, toutefois, « la cour sollicite l'accord des parties [Air France et Air Madagascar] sur le prononcé d'une médiation [...] avec un délai de réponse, au plus tard le 30 juin 2021 ». La cour d'appel a ainsi ordonné le renvoi de l'affaire. À défaut, précise la cour, l'intégralité des pièces versées aux débats doivent être traduites en langue française non

contestée pour une audience de mise en état programmée le 6 septembre prochain. À Antananarivo, c'est Mamy Rakotondraibe - par ailleurs DG de la CNAPS -, en sa qualité de président du conseil d'administration (PCA) d'Air Madagascar, qui sera certainement chargé d'approcher Air France dans cette médiation. D'autant que la compagnie nationale malgache ne dispose toujours pas d'un directeur général à plein temps, en dépit d'une annonce en ce sens qui était attendue fin avril 2021. L'intérim est assuré depuis mi-janvier 2020 par l'ancien DGA chargé des finances, Hanitra Rasatarinera. Et ce, alors qu'un business plan de relance du transporteur malgache est toujours attendu et qu'un plan de réduction des effectifs a récemment été déployé ».

Très difficile

Quelque soit l'issue de cette affaire, Air Madagascar se trouve actuellement dans une situation très difficile. Et l'avenir ne s'annonce pas très reluisant avec notamment cette compression du personnel qui est devenue incontournable. Par ailleurs, les observateurs voient à travers ce règlement à l'amiable la possibilité d'une entrée en lice d'Air France dans le futur de la compagnie aérienne malgache qui risque de ne plus être... nationale.

Agriculture - La production de haricots quadruple à Miandrivazo

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 18 JUIN 2021

Tout dépend de la technique de production, mais aussi des conditions climatiques. Dans la Région de Menabe, le haricot figure parmi les secteurs prioritaires avec le riz et le gros pois. Avec l'appui du ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche dans le cadre du projet AD2M (Appui au développement du Menabe et du Melaky) initié par le FIDA, le District de Miandrivazo voit alors sa production augmenter à vue d'œil.

« Pour la Commune d'Anosimena par exemple, pour un hectare de terrain, les semences sont passées de 150 kg à seulement 60 kg pour une production de deux tonnes, alors qu'auparavant elle ne dépassait pas les 500 kg. Les nouvelles techniques apprises par les agriculteurs leur ont permis de réduire de moitié les semences utilisées tout en quadruplant leurs productions. Dans ce sens, les dépenses sont aussi réduites et les revenus plus fructueux », a observé Harivony Ramananjahary, directeur de développement agricole au sein du ministère lors d'une descente sur le terrain avec le directeur régional et les techniciens du projet AD2M.

Ces chiffres sont notamment le résultat de la mise en place d'un champ-école de deux ares dans la Région pour favoriser la vulgarisation des techniques agricoles modernes. « Grâce



à cette infrastructure, les agriculteurs ont en effet pu observer de près les dispositions à suivre pour un champ plus productif comme le respect de la distanciation de 20 cm entre deux plants de haricots ou encore l'entretien des plants. Dans tous les cas, pour cette saison agricole, la plantation de haricots à Anosimena correspond pratiquement aux normes requises dans le domaine », se réjouissent les techniciens du projet. Et cette amélioration de la production contribue grandement au développement de la Commune. Anosimena n'est pas la seule concernée par cette amélioration.

La plaine de Betsiriry, dans la Commune d'Andranomainty a également pu constater les avantages de l'application des techniques enseignées par le ministère. Les objectifs fixés au départ vont ainsi pouvoir être atteints. De plus, avec des conditions météorologiques favorables, le District de Miandrivazo a pu étendre ses champs allant de 2 000 à 3 000 hectares pour cette année agricole. Les agriculteurs sont alors aujourd'hui convaincus du besoin d'utiliser des techniques agricoles modernes pour une meilleure production. Il reste à vulgariser ces techniques dans les quatre coins du pays.

Monde du travail : Le Fisema réclame plus de justice sociale

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 18 JUIN 2021

Les syndicalistes du "Firaisan'ny Sendikan'ny Mpiasa eto Madagasikara" (Fisema) montent au créneau. Dans une déclaration publiée hier, la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar réclame plus de justice sociale.

Tout en constatant l'existence d'infrastructures « manarapenitra » construites par l'Etat, le Fisema déplore, par ailleurs, que les conditions de travail de la grande majorité des travailleurs malgaches sont loin d'être aux normes.

Urgent

Une manière pour les travailleurs affiliés à la Fisema de faire entendre qu'il est maintenant urgent de stopper la dégradation des conditions de vie. « Le pouvoir d'achat de la majorité de la population ne cesse de se dégrader et les revenus arrivent à peine à couvrir les besoins essentiels comme l'habillement, la santé et l'éducation », déclare le Fisema. Ce syndicat constate par ailleurs « une augmentation inquiétante du nombre de travailleurs qui ne perçoivent plus de salaires, même ceux du secteur public comme les universités, les communes, ou encore les enseignants Fram. D'autre part, beaucoup de retraités ne jouissent

plus de leur pension. »

Discernement

La situation actuelle amène les syndicalistes du Fisema à se demander si les autorités font ou non preuve de discernement dans l'utilisation des ressources publiques disponibles. Pour le groupement, il est plus que jamais indispensable de prioriser les intérêts des travailleurs pour qu'il y ait véritablement plus de justice sociale. À cet effet, le Fisema fait référence à la déclaration des délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs de 49 pays africains, qui s'étaient réunis à l'occasion de la quatorzième réunion régionale africaine de l'Organisation Internationale du Travail sur la justice sociale, qui s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 3 au 6 décembre 2019. Une déclaration qui livre les détails d'un traitement juste des travailleurs pour qu'il y ait réellement plus de justice sociale. Par ailleurs, le



Les syndicalistes du Fisema crient à l'injustice sociale.

Fisema estime que l'Etat doit prioriser la préservation des emplois existants et la création de nouveaux emplois. La protection sociale des travailleurs est considérée comme la priorité des priorités par les syndicalistes du Fisema qui prônent la reprise des négociations tripartites, Etat - secteur privé - employés.

Industrialisation – Odof, le Mica dresse un bilan satisfaisant de ses actions

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 18 JUIN 2021

One district, one factory ou Odof. Le fer de lance de l'industrialisation du pays à l'échelle nationale a connu une rapide progression suivant le rapport d'activités présenté par le Mica devant l'Assemblée Nationale. Un bilan satisfaisant.

Créer des petites unités industrielles de transformation des matières premières dans chaque district. Suivant la formule « One district, one factory », ou Odof. L'approche aurait fait ses preuves d'efficacité par les diverses propositions venues des opérateurs-promoteurs ayant de nouvelles conceptions de ce qu'est la transformation des productions agricoles locales. Ou la fabrication des outils nécessaires à la vie du quotidien. Ils obtiennent des aides de la part de l'État, à travers le ministère de l'Industrie, du commerce de l'artisanat, Mica, maître d'œuvre du pro - gramme, sous forme d'équipements et de matériels de production. D'après la présentation du rapport d'activités du Mica pour 2020 par la ministre Lantoso Rakotomalala, cent dix-neuf unités industrielles de ce type devraient être installées d'ici décembre 2021.

Presque toutes les régions sont concernées par l'émergence de ces Odof, avec une grande variété dans les activités des entreprises. Huilerie, décortiquerie, meunerie, miellerie, alambic, production de thé, production de glace alimentaire, balance commerciale, moule perforée, fromagerie, produits laitiers, transformation des tomates, fumage et séchage, batterie, pompe surface, chauffe eau solaire. Avec semble-t-il des rendements de production assez encourageants. L'Odof aurait ainsi quitté le stade de projet pour devenir une réalité au niveau des districts. Des efforts seront entrepris pour essayer davantage cet élan national parti de la base. Selon le Mica, au titre toujours de l'industrialisation, deux cent vingt-deux coopératives œuvrant dans l'artisanat, le commerce de services et l'agriculture, avec neuf mille membres, ont été créées

dans les régions l'an passé.

La vanille se porte bien

En outre, dix entreprises franches avec mille cinq cent emplois ont vu le jour malgré les séquelles de la crise sanitaire de 2020 sur les investissements. Sans compter les six industries stratégiques dans diverses branches que sont la pharmacie, la sucrerie, la minoterie, la cimenterie, l'huile essentielle, l'agroindustrie. Lantoso Rakotomalala déduit que « l'industrialisation du pays se concrétise au niveau national. Les cent dix neuf districts ont été identifiés comme favorables à cette démarche ». Et depuis le début de cette année, quinze unités industrielles auraient été opérationnelles si 40 ont été créées et dynamisées en 2020.

L'artisanat n'est pas en reste. Le Mica indique que ce secteur a généré 46 milliards d'ariary, soit plus de 10 millions d'euros. Une performance appréciable malgré l'absence des visiteurs étrangers, composant la majorité de la clientèle. Plus de quatre cent quatre vingt-mille professionnels ont été recensés avec la collaboration de l'INSTAT, deux cent vingt-deux exportateurs identifiés, cent cinquante sept métiers répertoriés, et deux mille six cent cinquante sept artisans ont été intégrés dans le circuit informel par l'octroi de leurs cartes y afférentes. Cinq cent soixante trois d'entre eux ont bénéficié d'un renforcement de capacité. Quarante deux machines de transformation du cuir ont été acquises. Et la CREAM de Boeny a été réhabilitée. Les réformes structurelles de l'artisanat commenceraient ainsi à porter leurs fruits. Concernant le commerce, et en dépit des polémiques et des débats à n'en plus finir sur les



La ministre Lantoso Rakotomalala chargée de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat.

prix de la vanille, verte, conditionnée ou préparée, le volume des exportations en 2020 a atteint les 2227 tonnes. Le meilleur tonnage enregistré depuis 2016. Ce qui conforte le Mica dans ses orientations. Pour la campagne 2020-2021, 134 agréments d'exportateurs ont été octroyés. 95 pour le girofle. Des régularisations nécessaires pour maintenir le niveau de qualité des produits exportés, premier atout de Madagascar sur le marché international devenu très concurrentiel. Par l'arrivée des parfums de synthèse.

PPN, pas de risque de pénurie. Sur le front de la hausse des prix des PPN, le Mica a publié l'évaluation des stocks du riz, de l'huile, du sucre, de la farine dans chaque région. Il en ressort qu'aucune pénurie n'est à craindre. Par exemple pour l'huile, il existe une réserve de 4 281 641 litres pour tout le pays. En parallèle, le Mica multiplie les opérations de contrôles des activités commerciales illicites, souvent à l'origine de la hausse des prix de ces PPN. Et procède à la destruction des produits avariés, inaptes à la consommation.

Lantoso Rakotomalala a pu défendre le bilan de son département devant les députés. Par des résultats probants. Il lui reste à capitaliser ces acquis. Surtout pour l'Odof, son protégé.

Kivalo: Quand l'écotourisme appuie le développement

ARH | LES NOUVELLES | 18 JUIN 2021

Kivalo est un village de pêcheurs au Nord-ouest de Morondava. Elle abrite aujourd'hui une organisation communautaire de 250 membres qui gère les 5.000 hectares de mangroves environnantes. Entre 2014 et 2020, les communautés de Kivalo ont pu restaurer 56 hectares de mangroves. Elles veillent également à ce que toutes les pratiques de pêche locales soient durables. L'écotourisme communautaire est l'une des plus grandes innovations apportées dans ce village. Il a rapporté beaucoup d'avantages à la population locale. Durant la haute saison de tourisme, des emplois saisonniers se créent, des jeunes travailleurs peuvent gagner de l'argent en guidant les touristes... Kivalo possède un chalet-restaurant géré par les villageoises, pour nourrir les visiteurs. L'épanouissement de la communauté locale et le développement de Kivalo

résultent de son partenariat avec différentes entités dont WWF. Cette collaboration profite aussi bien à la nature qu'à la communauté. Interviewé par WWF, Justin Rakotomanahira, président de l'organisation communautaire a affirmé avec beaucoup de fierté : « Notre village Kivalo a beaucoup changé, il y a eu tellement d'innovations. Toute la communauté en bénéficie. Et par-dessus tout, nous avons compris le concept de la conservation durable des mangroves ». Les différentes collaborations du village de Kivalo permettent une conservation durable et inclusive des ressources naturelles, notamment les mangroves. D'ailleurs, ces dernières sont très importantes pour la communauté. Elles sont sources de nourriture et de revenus, solutions au changement climatique et embellissent le village et ses alentours.

Or et développement: la Banque centrale constitue une réserve de métal jaune

TIANA RAMANOELINA ET EMRE SARI | LES NOUVELLES | 18 JUIN 2021

Une filière incontournable... Mais peut-être pas encore assez valorisée. Depuis toujours, l'or attend que l'Etat le mette au service du pays. Car le métal jaune est incontournable pour le développement de Madagascar. Il y a même deux manières de voir son utilité : à la fois à l'échelle micro-économique car l'extraction artisanale de l'or fait vivre des centaines de milliers de personnes en brousse ; et à aussi l'échelle macro-économique car le métal apporte des bienfaits à la politique monnaie et fournirait à l'Etat les moyens de financer de nombreux projets.

Commençons par la macro-économie. Les bienfaits de l'or sur la monnaie passent pas une réserve dans la Banque centrale (BFM)... Et selon nos informations, la BFM a déjà commencé ses achats d'or. L'institution a accumulé, au moins, plusieurs centaines de kilogrammes du précieux métal jaune.

"La réserve d'or qui sera constituée à la Banque Centrale permettra aux autres pays d'avoir confiance en l'ariary", affirme l'économiste Faly Ramakavelo. En effet, si la BFM dispose d'une réserve d'or, elle peut alors vendre du métal pour accumuler des devises et assurer la stabilité de l'ariary. "L'Etat doit acheter l'or produit au cours international, et l'exporter ensuite, confirme Faly Ramakavelo. Plus on a de la réserve, plus les gens auront confiance, et le taux de l'ariary augmentera."

Mais, autre conséquence vertueuse, dès lors que la BFM possède les moyens de stabiliser l'ariary, et que les acteurs économiques ont confiance, il est moins risqué d'augmenter l'offre d'ariary, c'est-à-dire la quantité d'ariary en circulation. Pourquoi donc la BFM ne créerait-elle pas plus d'ariary pour acheter les bonds du Trésor de l'Etat et lui donner ainsi les moyens de financer des projets ?

Concrètement, la BFM achète l'or à des vendeurs malagasy, agréés au terme d'une procédure de sélection pilotée par la Banque centrale elle-même. "Le ministère des Mines et la Banque centrale travaillent de concert pour constituer cette réserve d'or", ajoute une source proche du dossier, sans donner plus de détails sur cette entente entre les deux institutions.

Comment est financé l'achat de métal précieux ? A quel prix l'or est-il acheté et, qui sont les partenaires agréés et sous quelles conditions ? Quel est le rythme des achats à l'heure actuelle ? Nous avons cherché à poser ces questions à la Banque centrale, mais l'institution n'a pas donné suite à nos demandes d'interview.

En outre, la délivrance d'agrément pour vendre à la BFM a été suspendue et, selon nos sources, n'est pas prête de reprendre. "Les autorités envisagent de réformer le code minier et la reprise de la délivrance de ces agréments attendra tout cela", explique notre source proche du dossier.

Fait important, la BFM s'est engagée auprès du FMI à constituer cette réserve d'or à hauteur d'une tonne, dans les engagements pris lors de la négociation du dernier plan d'aide annoncé en mars 2021, qui doit fournir à l'Etat 312 millions de



dollars sur 3 ans et demi...

Pour l'heure, l'exportation officielle d'or est suspendue depuis près d'un an. "Le problème, c'est que l'exportation illégale est dominante, regrette Faly Ramakavelo. Il n'y a donc pas de rapatriement de devise..." Officiellement du moins, car il faut bien que les exportateurs illégaux nationaux fassent quelque chose de la contre-partie en échange de leur or... Ramakavelo ajoute que : "L'exportation légale de l'or ne devrait pas être suspendue aussi longtemps. Une solution existe : on pourrait imaginer que seul l'Etat est habilité à exporter. D'ici là, le pays doit continuer à produire et la vente locale doit toujours être maintenue. Car si on bloque la filière, des milliers de personnes vont perdre leur emploi."

C'est la seconde utilité du métal : l'or fait vivre les brousses. Des centaines de milliers de personnes gagnent leur vie en l'extrayant du sol, des rivières : des orpailleurs bien sûr, mais aussi leurs familles et tous les emplois induits comme ceux qui fournissent le matériel, la nourriture, la logistique...

Peut-on mesurer l'importance de la filière ? Le bureau du cadastre minier recense 500 000 orpailleurs à travers le pays. "C'est un chiffre difficile à vérifier quand on va sur le terrain, d'autant plus qu'il y a des nomades, c'est-à-dire des gens qui se déplacent exprès pour travailler autour de l'or", répond un expert dans la filière qui voulait rester anonyme. Ces orpailleurs vendent leur production à des acteurs nationaux... mais pour combien de temps les acheteurs seront-ils intéressés en l'absence de débouchés suffisants ?

L'or et la monnaie à travers les âges

Depuis aussi longtemps que les hommes font du commerce et s'échangent des biens et des services contre de l'argent, l'or joue un rôle. Parfois, les pièces elles-mêmes étaient faites en or (ou en argent ou autre métal précieux comme le bronze). Mais sinon, les monnaies jouissaient d'un attribut : la convertibilité en or. On pouvait, sous certaines conditions, arriver à la Banque centrale d'un pays, et demander à échanger ses pièces et billets contre de l'or. Tout simplement. Ce système visait principalement à crédibiliser les monnaies. En effet, comment faire confiance à du métal et à du papier qui n'ont, en eux-même, aucune valeur. L'or donnait cette confiance.

Faly Ramakavelo précise l'utilité de l'or entre les nations : "Depuis l'Antiquité, le plus souvent, les Banques centrales devaient obligatoirement disposer d'une réserve d'or. A la fin de l'année, il y avait toujours des compensations quand on voyait les déséquilibres des balances des paiements, ou des balances commerciales entre pays. Et donc, on utilisait l'or pour solder les comptes entre les grandes puissances. Mais à partir de 1971, les Américains ont décidé que le dollar, la monnaie dominante, ne serait plus convertible en or. A partir de là, les échanges entre les différents pays reposaient sur la confiance, sur la bonne gestion des gouvernements. Et la contrepartie de l'émission monétaire était devenue la dette."

Dégradation du pont d'Ampasika : Contrôle strict contre l'extraction de sable et de gravillons

ANTSA R. | MIDI MADAGASIKARA | 18 JUIN 2021

Un grand danger pour les infrastructures publiques. C'est ainsi que le DG de l'Aménagement du territoire et des Travaux Publics (DGAT), Solomanoro Andriamalalavonjy, a qualifié la situation inquiétante, sous le pont d'Ampasika, à la frontière de la Commune de Bemasoandro. Hier, lors d'une descente inopinée sur les lieux, la délégation du MATP (Ministère de l'Aménagement et des Travaux Publics) a constaté de grands fossés, menaçant la stabilité des infrastructures. « Heureusement, en période sèche, ces fossés sont visibles. Ils ont été causés par l'extraction du sable des rivières et des gravillons,



Des activités d'extraction de sable ont été entreprises illégalement, sous le pont d'Ampasika.

depuis l'enrochement autour des piliers du pont. La loi est pourtant claire. Il est interdit de toucher aux structures

se situant à 50m de rayon, autour du pont. Ainsi, nous faisons appel à toutes les Communes, car il est de leur devoir de surveiller les infrastructures de leur zone et de faire respecter les réglementations en vigueur », a déclaré le DGAT. Par ailleurs, il a noté que l'enrochement sous le pont d'Ampasika sera remis à son état initial, suivant les techniques qui s'imposent, afin d'éviter la dégradation de l'infrastructure, en période de pluie. La commune de Bemasoandro, représentée par Samuel Razanaka, s'est engagée à mobiliser des agents pour surveiller les activités sous le pont.

JCI Madagascar: Visite virtuelle du Vice-président international

RIANA R. | LES NOUVELLES | 18 JUIN 2021

La Jeune chambre internationale (JCI) Madagascar accueille en virtuel le Vice-président international de la JCI, Yassine Jaouadi, du 17 au 19 juin.

Cette visite virtuelle a pour objectif de « motiver les membres et non membres de la JCI à continuer à créer des impacts au sein de leurs communautés même en temps de crise », annonce la communauté de la JCI. « Cette visite du Vice-président Yassine

Jaouadi sera une opportunité pour les membres de JCI Madagascar d'obtenir des recommandations et de faire des échanges de bonnes pratiques sur comment être résilient face au contexte actuel », a affirmé le président national 2021 de la JCI Madagascar, Ravelomahafaly Andriamihaja Guénolé.

Plusieurs sessions virtuelles seront programmées jusqu'à demain en vue de motiver les membres et non

membres de la JCI, ainsi que de revoir les derniers changements au niveau du fonctionnement de la JCI. « La visite de cette personnalité sera également une occasion pour l'organisation de jeunes entrepreneurs qu'est la JCI Madagascar, de renforcer sa visibilité, se connecter encore plus avec les partenaires actuels et de nouer de nouveaux partenariats », précise la JCI.

Banky Foiben'i Madagasikara : Plus d'une tonne d'or dans la réserve

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 18 JUIN 2021

Les entreprises sélectionnées continuent à approvisionner en or cette institution financière en vue de constituer progressivement la réserve d'or nationale.

L'Etat, par le biais de la Banky Foiben'i Madagasikara, a effectué le premier achat d'or auprès des fournisseurs agréés le 15 décembre 2020 afin de constituer la réserve d'or nationale. A la fin de l'année dernière, 177kg de ce métal précieux ont été collectés pour approvisionner la banque centrale. Et à la date du 08 mars 2020, on a enregistré plus d'une tonne d'or dans cette réserve nationale. Le ministre des Mines et des Ressources Stratégiques, Fidiniavo Ravokatra, l'a déclaré hier, lors de sa rencontre par visio-conférence avec les parlementaires à l'Assemblée Nationale.

Authentification. Rappelons que seize entreprises aurifères ont été sélectionnées pour approvisionner en or cette institution financière. L'objectif consiste à constituer progressivement la réserve nationale d'or à travers un circuit d'approvisionnement formel, régulier et transparent. Ce qui permettra en même temps de

contribuer à raffermir la monnaie nationale par le biais des retombées en devises des activités d'exportation. Dans la même foulée, la traçabilité de ce produit est assurée depuis la collecte jusqu'à la vente. Le ministère de tutelle a encore sollicité d'autres opérateurs à se lancer dans la commercialisation de ce produit aurifère auprès de la banque centrale afin de constituer cette réserve nationale. Il est à noter que la Banky Foiben'i Madagasikara procède à l'achat de l'or non monétaire à plus de 950 millièmes de pureté auprès des opérateurs sélectionnés, après l'authentification du grade de chaque lingot par le Laboratoire des Mines de Madagascar. C'est un établissement public sous tutelle du ministère des Mines et des Ressources Stratégiques. Ligne de crédit. Par ailleurs, cette institution financière a mis en place une ligne de crédit auprès des banques commerciales en faveur des entreprises partenaires qui assurent



La Banque centrale achète de l'or non monétaire après authentification du grade de chaque lingot.

l'approvisionnement en or dans la réserve nationale. Ce qui leur permettra d'éviter d'accéder à tout type de financement informel soutenant les exportations illicites d'or. Il a également été soulevé que ces entreprises sélectionnées ont reçu l'autorisation d'exportation de l'or auprès de l'agence nationale de l'or tout en ayant l'obligation de rapatrier des devises afin de stabiliser l'Ariary face aux devises de référence.